L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS

BUREAUX, No 73, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS

SAMEDI, 23 JUIN.

CHARTE
de la
COMPAGNIE D'ASSURANCES ATLANTIC
DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.

ETAT DE LA LOUISIANE, Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL SOIT CONNU que ce vingt-sixième jour d'avril de l'an de Notre Seigneur Jésus-Christ, mil huit cent soixante-six,

Devant moi, Edward Barnett, notaire public dans et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, dûment commissionné et assermenté,

Ont comparu personnellement les parties soussignées, qui ont déclaré que profitant des lois de l'Etat de la Louisiane, relatives à l'organisation des corporations dans l'Etat, elles sont convenues et se sont engagées, et elles conviennent et s'engagent par le présent acte, ainsi que les parties qu'elles représentent, à former et constituer une corporation dans le but et l'objet et sous les stipulations et règlements énumérés ci-dessous, à savoir:

ARTICLE PREMIER.

Le nom et le titre de la dite Compagnie sera La Compagnie d'Assurances Atlantic de la Nouvelle-Orléans,

et son siège est, par le présent acte, établi en la ville de la Nouvelle-Orléans; elle entrera en opérations aussitôt que tout le montant de son capital aura été souscrit, et elle existera comme corporation pendant vingt-cinq ans à partir de la date de corporation de cet acte; elle aura un sceau portant les armes de la Louisiane, et pour inscription le nom de la Compagnie et la date de cet acte.

ARTICLE DEUXIEME.

L'objet et le but de cette Corporation sont déclarés être:

1o.—D'assurer les maisons de résidence, magasins, presses à coton et tous autres bâtiments de quelque nature qu'ils soient, mobiliers, marchandises, denrées, objets de commerce, machines et toutes autres propriétés, contre les pertes ou les avaries par le feu.

2o.—D'assurer les navires de toutes dénominations, bateaux à vapeur et autres bâtiments, frets, marchandises, denrées, objets de commerce, mobiliers, or, argent, billets de banque, traites et tous papiers établissant une dette, commissions, profits, lingots ou argent, et contre tout risque de transport par mer ou par terre, sur la vie, intérêts hypothécaires sur les navires et marchandises, ou au moyen d'assurer contre tous risques de feu sur mer et sur le fleuve, et d'assurer la vie contre les risques.

La Compagnie pourra se faire assurer de nouveau contre tout risque pour lequel elle aura elle-même donné une assurance; et toutes les citations, notices ou documents légaux dans lesquels la Compagnie pourrait être intéressée, devront être servis au Président qui sera nommé de la manière ci-après stipulée.

ARTICLE TROISIEME.

Le capital de la dite Compagnie sera trois cent mille piastres, divisé en trois mille actions de cent piastres chacune, payables à l'époque et de la façon ci-dessous mentionnées, à savoir:

Les actionnaires de cette Compagnie seront tenus de payer entre les mains du Président, dès l'organisation pour son entrée de la Compagnie en opérations, la somme souscrite par eux, et de fournir deux billets, à l'ordre de la Compagnie, pour les quatre-vingts piastres restant sur chaque action, lesquels billets seront payables sur demande au bureau de la dite Compagnie, à telle époque et de telle manière que la Direction le décidera; pourvu que ces paiements soient effectués par versements qui ne devront pas être de plus de vingt piastres par chaque action, à telles époques que désignera la Direction, et quarante jours d'avis, en français et en anglais, dans deux journaux quotidiens publiés en cette ville, seront donnés pour faire connaître à quelles époques les paiements devront être faits. Le capital de la Compagnie pourra être augmenté jusqu'à un million cinq cent mille piastres, ainsi qu'il est prévu plus bas.

ARTICLE QUATRIEME.

Tous les pouvoirs de la Compagnie, comme corporation, seront exercés par une Direction composée de dix-neuf actionnaires qui seront élus le premier lundi de janvier de chaque année, au bureau de la Compagnie. Avis de cette élection sera donné en français et en anglais, de la manière qu'il est dit dans l'Article Troisième et cela pendant les dix jours qui précéderont cette même élection. La Direction nommera, comme inspecteurs, trois actionnaires chargés de présider aux dites élections, et si un de ces inspecteurs refuse ou manque de se présenter au jour de l'élection, le Président devra nommer d'autres actionnaires pour les remplacer. Les Directeurs ainsi nommés prendront leurs sièges le premier lundi de janvier de chaque année et resteront en fonctions pendant un an à partir de leur nomination, ou jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et aient qualité pour entrer en fonctions.

ARTICLE CINQUIEME.

La première Direction se composera des actionnaires suivants, qui resteront en fonctions jusqu'au premier lundi de janvier 1867, ou jusqu'à ce que leurs remplaçants soient élus et aient qualité pour les remplacer, savoir:

J. A. Mattison,	Saml. Boyd,
R. E. Godell,	Thos. M. Simmons,
Jno. McGinnis, Jr.,	James Byrnes,
Edwd. Rigney,	Chas. H. Walker,
H. H. Stanley,	H. A. Wheelock,
Geo. W. Manson,	N. H. Thomas,
A. D. McGinnis,	W. P. Kellogg,
A. B. Hitchcock,	C. M. Soria,
C. A. Eager,	Chas. E. Slayback,

B. L. Mann.

ARTICLE SIXIEME.

A toutes les élections le vote se donnera au scrutin, et les personnes qui auront reçu la pluralité des voix des actionnaires présents seront considérées comme dûment élues. Dans le cas où aucune élection n'aurait pas lieu à l'époque fixée, le Président de la Compagnie devra, dans les dix jours suivants, en faire donner avis, et l'élection aura lieu dans les dix jours suivant cet avis [illegible].

ARTICLE SEPTIEME.

Chacun des actionnaires aura droit, soit en personne, soit par procuration, à un vote pour chacune des actions qu'il possédera; pourvu qu'aucune corporation, aucun individu ou compagnie individuelle ne puisse voter sur aucune action qui aurait été transférée au nom de ces personnes dans les dix jours antérieurs à la dite élection.

ARTICLE HUITIEME.

Tout détenteur de scrip pourra voter à toutes les élections de Directeurs, pourvu que son vote soit donné à ces actionnaires de la Compagnie, et il aura droit à un vote par cent piastres de scrip pour un acquéreur individu, une corporation ou compagnie n'aura droit à plus de vingt votes, et nul ne votera sur du scrip qui lui aura été transféré dans les dix jours précédant la dite élection.

ARTICLE NEUVIEME.

Dans les dividendes annuels que déclarera la dite Compagnie, les assurés recevront une part proportionnelle aux primes qu'ils auront payées pendant l'année, et les actionnaires une part proportionnée au capital qu'ils auront versé.

ARTICLE DIXIEME.

Les assurés qui réclameront et recevront une remise de vingt-cinq pour cent sur leurs primes, abandonneront aux autres assurés et aux actionnaires tous leurs droits dans les profits de la Compagnie.

ARTICLE ONZIEME.

Les assurés auront droit, par le paiement de leur part des dividendes, à recevoir un certificat de profits portant six pour cent d'intérêt, lequel certificat sera payé par le Président et le Secrétaire, et contiendra une clause déclarant que, durant une année quelconque, les pertes de la Compagnie excéderont le montant des primes, le fonds de réserve et tout le capital payé ou seulement une partie, les dits certificats seront réduits de manière à combler le déficit.

ARTICLE DOUZIEME.

Il ne sera pas émis de certificat pour les fractions au-dessous de dix piastres, mais toutes les sommes de moins de dix piastres, ainsi que toutes les sommes provenant des dividendes, et toutes sommes de moins de dix piastres seront passées au compte casuel de la Compagnie, sera portées au crédit des actionnaires, à titre de fonds de réserve jusqu'à ce que le fonds de réserve ainsi créé atteigne trois cent soixante-quinze mille piastres, au moins, au prorata de leurs intérêts respectifs dans la Compagnie.

ARTICLE TREIZIEME.

Les actionnaires recevront leur dividende en argent, et ce montant qui devra leur être payé ne dépassera pas dix pour cent sur le montant du capital qu'ils posséderont, et le reste sera placé au crédit du compte de chacun payé jusqu'à ce que le stock soit payé en entier.

ARTICLE QUATORZIEME.

La Direction, à sa première séance, élira annuellement, de son propre sein, un Président et un Vice-Président, qui resteront en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

ARTICLE QUINZIEME.

Nul ne sera éligible comme Directeur de la Compagnie s'il ne possède, en son propre nom ou en celui de la maison de commerce dont il peut être associé, et cela à l'époque de l'élection et pendant la durée de ses fonctions, au moins cinquante actions de la Compagnie.

ARTICLE SEIZIEME.

La Direction aura le droit de nommer tels officiers et employés qu'elle jugera nécessaires pour l'administration de la Compagnie; pourra faire ces règlements de police qu'elle jugera convenables, pourvu qu'ils ne soient pas en conflit avec les lois de cet Etat et le texte et l'esprit de cet acte.

Elle fixera le montant des émoluments des officiers et employés qu'elle aura nommés pour le service de la Compagnie, et elle aura, en outre, le droit de remplir toutes les vacances qui pourraient survenir dans le corps des Directeurs avant l'expiration de la présidence.

ARTICLE DIX-SEPTIEME.

La Direction aura le droit de placer, de temps à autre, l'argent et le capital de la Compagnie en des terres et en hypothèques sur des propriétés foncières libres d'hypothèques et améliorées, situées dans cette ville ou ailleurs, dans tous les cas, ces propriétés devront représenter le double de la valeur de la somme ainsi prêtée. Elle pourra aussi placer les bénéfices de la Compagnie en bons ou actions créés en vertu des lois des Etats-Unis, de cet Etat, ou des corporations de cet Etat; faire des prêts sur toutes garanties, comme il est dit ci-dessus, bons ou actions.

Elle aura le droit de disposer d'hypothèques obtenues comme garantie, toutes actions données en garantie, ou de propriétés qui lui seront été transférées en satisfaction de dettes antérieurement contractées, ou acheter à des ventes publiques en vertu de jugements ou d'ordres de saisies obtenus par la Compagnie; de toutes propriétés mobilières ou immobilières qui pourraient avoir été abandonnées à la Compagnie dans le cours de ses opérations; mais rien dans cet acte ne sera interprété de façon à autoriser la Compagnie à escompter des papiers négociables, de faire aucune autre opération de banque ou de trafiquer, soit directement, soit indirectement, dans l'achat ou la vente de propriétés mobilières ou immobilières, marchandises, denrées, ou objets de commerce; pourvu, en outre, que la Compagnie ait le droit d'acheter une propriété ou une bâtisse pour y établir des bureaux.

ARTICLE DIX-HUITIEME.

Des dividendes annuels seront faits de tel montant des profits de la Compagnie qu'il sera jugé convenable, mais en proportion des primes reçues sur des risques non expirés à l'époque de la déclaration des dividendes, ne sera pas considéré comme faisant partie des bénéfices de la Compagnie; et en cas de perte ou pertes quelconques par lesquelles le capital de la Compagnie serait diminué, aucun dividende subséquent ne sera fait jusqu'à ce que cette diminution n'aura pas été couverte et comblée par les bénéfices.

ARTICLE DIX-NEUVIEME.

Dans les dividendes annuels qui seront déclarés, ainsi qu'il est plus haut, le montant à payer aux actionnaires ne devra pas excéder dix pour cent sur le montant versé dans la caisse de la Compagnie; le surplus sera porté au crédit des actions non payées, jusqu'à ce que celles-ci aient été acquittées en plein, et alors il sera du devoir du Président et de la Direction d'émettre des certificats en faveur des actionnaires, pour les actions payées en plein.

ARTICLE VINGTIEME.

Lorsque le capital de la Compagnie aura été intégralement versé dans la caisse, la Direction aura le droit de déduire de chacun des dividendes annuels, et de mettre de côté, telle partie des dits dividendes qu'elle jugera convenable, jusqu'à ce qu'un fonds additionnel, qui ne devra pas excéder deux cent mille piastres, ait été formé et réalisé, lequel fonds sera ajouté au capital de la dite Compagnie.

ARTICLE VINGT-UNIEME.

Tout actionnaire qui manquera ou négligera de répondre à l'appel de fonds qui sera fait par la Direction ainsi qu'il est pourvu dans l'article troisième, sera exposé à voir ses actions confisquées par la Compagnie, toutes les sommes payées par lui antérieurement; il cessera dès lors d'être un des actionnaires de la Compagnie.

ARTICLE VINGT-DEUXIEME.

Aucune action ne sera transférée à moins que ce transfert ne soit enregistré sur les livres de la Compagnie. Si un actionnaire désire faire le transfert d'une action avant que le paiement en plein de son montant ait été effectué, il sera autorisé à le faire en substituant à ses propres obligations celles de la personne qui les achètera, pourvu que cette substitution soit approuvée par la Direction.

ARTICLE VINGT-TROISIEME.

A l'expiration de la charte de la compagnie, ou plus tôt si les actionnaires le décident ainsi par un vote, de la manière énoncée plus bas, les affaires de la Compagnie seront liquidées, ses dettes acquittées sous les soins et la surveillance de trois commissaires qui seront nommés par la Direction, auxquels commissaires resteront en fonctions jusqu'à la liquidation entière des affaires de la Compagnie.

ARTICLE VINGT-QUATRIEME.

Le Président signera toutes les polices d'assurances; il présidera toutes les séances de la Direction, conduira et administrera les affaires de la Compagnie, sous la surveillance de la Direction; en cas d'absence, le Vice-Président le remplacera et présidera toutes les séances.

ARTICLE VINGT-CINQUIEME.

Il sera du devoir du Président et de la Direction, dans le mois qui suivra l'expiration de chaque année de la Compagnie, de faire publier en anglais et en français, et cela pendant un mois au moins, un tableau (fait sous serment) de toutes les opérations de la Compagnie pendant l'année, et contenant: le montant des primes reçues pendant l'année; le montant des pertes, [illegible] des primes reçues pour les polices d'assurances sur la vie; des primes reçues pour les polices d'assurances contre le feu; le montant reçu pour les polices d'assurances contre les risques des rivières; [illegible] le montant des pertes subies pendant la même année, [illegible] spécifiés séparément, et de la même manière que les différentes assurances; [illegible] le montant du capital, spécifiant la partie du capital placée également et la nature de ces garanties.

ARTICLE VINGT-SIXIEME.

Les actionnaires ne seront responsables d'aucune perte ou dommage encourus par la Compagnie, au delà du montant du capital souscrit par eux.

ARTICLE VINGT-SEPTIEME.

Cet acte de corporation pourra être modifié, changé ou amendé, ou la Compagnie pourra être dissoute à une assemblée générale qui devra être convoquée dans ce but, par les actionnaires [illegible], et avec le consentement de la Direction [illegible] dans les journaux [illegible].

ARTICLE VINGT-HUITIEME.

Les noms et l'intérêt respectif des parties concernant cet acte sont comme suit:

Noms	Actions.	Montant.
J. A. Mattison,	1,000	$100,000
Chs. H. Walker,	250	25,000
John McGinnis, Jr.,	250	25,000
Edward Rigney,	250	25,000
R. E. Goodell,	250	25,000
A. B. Safford,	200	20,000
Lamb, Quinlin & Co.,	200	20,000
George W. Manson,	100	10,000
Samuel Boyd,	100	10,000
H. D. McGinnis,	100	10,000
Thomas M. Simmons,	100	10,000
C. A. Eager,	100	10,000
Henry H. Stanley,	100	10,000
H. A. Wheelock,	100	10,000
Wm. P. Kellogg,	100	10,000
B. L. Mann & Co.,	100	10,000
James Byrnes,	100	10,000
Stanard & Slayback,	100	10,000
Cohen M. Soria,	50	5,000
Wm. Cunningham,	50	5,000
H. M. Soria,	50	5,000
N. H. Thomas,	50	5,000
	3750	$375,000

Fait et passé dans la ville de la Nouvelle-Orléans, les mêmes jour, mois et année, en présence d'Adolphe Lesne et de Lewis C. Woodville, témoins, qui ont signé avec les dites parties et moi, notaire.

L'original est signé: Geo. W. Manson, C. A. Eager, Edwd. Rigney, et autres.

A. A. Lesne, L. C. Woodville, Edwd. Barnett, notaire.

Pour copie conforme, EDW. BARNETT, notaire.

Bureau des hypothèques—Nouvelle-Orléans, le 1er mai 1866. — Je, soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour la ville de la Nouvelle-Orléans, certifie par les présentes que le susdit acte a été enregistré, aujourd'hui, dans mon bureau, dans le livre No 9, No 6, page 160 à 162.

(Signé) CHAS. E. LENES,
Député du préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Mumi—juin 6, 13, 20, 23.

Etat de la Louisiane.

DÉPARTEMENT DE L'EXECUTIF, Nouvelle-Orléans, 17 mai 1866.

CONFORMEMENT à un Acte de l'Assemblée Générale, lequel est intitulé:

"Acte pour autoriser le Gouverneur à émettre les bons de l'Etat pour un million de piastres et pourvoir au paiement des dits bons qui sont destinés à payer les frais de constructions de levées, conformément aux contrats faits par le Gouverneur et les commissaires nommés à cet effet."

Des propositions sont demandées et seront reçues pendant trente jours—qui expireront le 16 juin 1866—pour l'achat d'un million de piastres en bons de l'Etat, d'après l'autorisation susdite. Les dits bons portent un intérêt de huit pour cent l'an, sont payables semi-annuellement, ont vingt ans à courir et sont garantis par tout le produit des ventes de terres publiques ou marécageuses appartenant à l'Etat.

Des enchères seront reçues, en sommes de mille piastres et davantage, lesquelles enchères devront être adressées au Gouverneur de l'Etat, seront ouvertes par le Bureau des Commissaires des Levées, et seront endossées comme suit: "Propositions pour l'achat de bons de Levées."

Les billets de l'Etat, des banques nationales et du Trésor seront seuls reçus en paiement de bons.

Le droit est spécialement réservé de rejeter toutes les enchères que n'approuveraient pas le Gouverneur et le Bureau des Commissaires de Levées.

J. MADISON WELLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

19mai—30f

GRAND CHEMIN DE FER
DE LA NOUVELLE-ORLÉANS, DES OPELOUSAS ET DE L'OUEST.

Les convois de passagers partent du DÉPOT, à Alger, tous les matins, à 8 heures, et arrivent à Brashear City à midi.

Ils partent de Brashear City, à 1 heure de l'après-midi, et arrivent à Alger à 5 heures du soir.

Un Ferry quittera le wharf, de la ville, près le pied de la rue Canal, tous les matins à 7 heures et demie, et se reliera au convoi des passagers.

Les billets d'excursion, seulement ou ils sont émis, se vendent à un prix réduit.

Des bateaux à vapeur de première classe vont jusqu'à la Nile Ibérie et tous les ports intermédiaires du Texas et se relient journellement aux convois de Brashear City.

Le fret est reçu au Débarcadère de la Compagnie, en ville, tous les jours, les Dimanches exceptés, pour toutes les stations du chemin de fer et pour tous les ports du Teche jusqu'à la Nile Ibérie.

G. W. BAYLEY,
16 juin Ingénieur en chef et Surintendant général

CHEMIN DE FER PONTCHARTRAIN
ARRANGEMENTS DE PRINTEMPS ET D'ÉTÉ.

Pour aller au Lac et en revenir le même jour: 25 cents.

Pour aller à la station de Gentilly: 15 cents et autant pour revenir.

A dater de DIMANCHE, 1er AVRIL 1866, les convois partiront comme suit:

—Départ des trains—

DE LA VILLE.	DU LAC.
4 h. a. m., char à cheval	5½ h. a. m., char à vapeur.
6½ " char à vapeur.	7 " "
7½ " "	8½ " "
9 " "	10 " "
[illegible]	[illegible]

—Arrangement du dimanche.—

CHARS A VAPEUR partant de la ville tous les DIMANCHES matin, à quatre heures, au lieu du char à cheval.

Un convoi extra partira de la ville tous les DIMANCHES, à 1 heure de l'après-midi.

A partir du 6 mai, les convois partiront de l'une ou de l'autre extrémité du chemin de fer, les DIMANCHES, toutes les demi-heures, de 2 heures de l'après-midi, à 8 heures du soir.

Les passagers qui désirent s'arrêter à la station de Gentilly doivent en prévenir le conducteur avant le départ du convoi.

Prix: 15 cents pour aller et 15 cents revenir.

G. PANDELLY, Surintendant.

avril—3m

Bureau du Surintendant du GRAND CHEMIN DE FER De la Nlle-Orléans, de Jackson et du Nord.

Nlle-Orléans, 14 mai 1866.

—EXCURSIONS—

A partir du 16 JUIN, un convoi d'excursion partira du dépôt, au pied de la rue Calliope, les samedis soir, et ira jusqu'à Magnolia. Il partira de Magnolia, pour revenir à la Nlle-Orléans, les lundis, à temps pour arriver en ville à midi.

On peut acheter au dépôt, avant le départ du convoi, des tickets pour le convoi d'excursion et le convoi du dimanche, aller et retour.

Pour Ponchatoula, $1.25; Pontchatoula, $2.25; Manchac, $2.60; Ponchitoula, $2.55; Tickfaw, $2.75; Amite, $4.00; Tangipahoa, $4.25; Osyka, $4.75; Magnolia, $5.00.

F. S. WILLIAMS, Surintendant général.

15 mai—1m

B. ANTOGNINI,
FABRICANT DE BILLARDS
Avec coussins à combinaison (brevetés.)

15.......RUE CONTI.......15

M. ANTOGNINI continue le même genre d'affaires. Tout ce qui concerne les billards se trouve dans son établissement, et entre autres articles des COUSSINS supérieurs à tous ceux employés jusqu'à ce moment. Ces COUSSINS, qui sont sans pareils, sont brevetés et sont reconnus comme supérieurs par le célèbre

C. BERGER, Premier joueur de l'Univers.

M. ANTOGNINI a dans le Nord une fabrique de billards qui lui permet d'en fournir de première qualité à ses clients, et à des prix modérés. Il tient un assortiment complet de draps de billard français et américain.

Il a des billards en marbre, en ardoise et en bois, au choix des acheteurs, ainsi qu'un nouveau système de billards carrés où l'on peut jouer sur la même table la partie de carambolage, la partie à quatre poches, celle dite pobbes et la poule.

Afin que le public puisse juger par lui-même, M. Antognini a toujours un billard que l'on peut essayer. Il vend aussi des jeux de LOTO complets et tout ce qui sert à fournir les billards.

M. ANTOGNINI ayant visité les meilleures fabriques du Nord, et au courant des derniers perfectionnements peut livrer des billards égaux à ceux confectionnés au nord.

M. ANTOGNINI tient aussi ROULETTES à doubles cylindres et JETONS; Billes et Boules de TEN PIN ALLEY. avril—3m

FONDERIE DE LEEDS,
[ETABLIE EN 1825.]

Au coin des rues Delord et Foucher.

NOUS annonçons à nos amis et au public que nous sommes prêts, comme par le passé, à faire des MACHINES A VAPEUR, des bouilloires, des moulins à sucre, des chaudières à sucre, des machines à dessécher, des moulins à scie, des presses à coton, des vis de Newell, des bouches à fourneau, des grils; à exécuter toutes sortes de travaux d'habitations, de bateaux à vapeur, et toute espèce de machines pour le Sud.

14 juin—3m LEEDS & CO.

MISCHE & CO.
[Successeurs de BARRETT & HUBER],
MARCHANDS DE VINS, LIQUEURS & CORDIAUX EN GROS.

Rue Poydras, No 71.

ONT constamment un très grand assortiment de vins, liqueurs et cordiaux—importés et imitation—qu'ils recommandent aux marchands et qu'ils vendront aux plus bas prix. Les ordres de la campagne sont remplis avec promptitude.

PAUL W. COLLENS,
Juge de la Troisième Cour de Justice-de-Paix pour la Paroisse d'Orléans.

BUREAU: No. 23 Passage de la Bourse, à l'angle de la rue de la Douane, au premier.

Les livres, documents et affaires appartenant aux cours des Juges E. Menuier et V.-D. Terrebonne ont été transférés au susdit local.

N. B. — Heures de bureau: 9 à 3 heures, et de 4 à 6 heures du soir. 16 mai—1m

INSTITUTION
240, 242, 244........Rue Rempart........240, 242, 244
EXTERNAT ET INTERNAT.

MME L. A. DE MONTLUZIN a l'honneur de prévenir MM. les pères de famille qu'il vient de succéder à M. G. Caron dans la direction de l'institution de la rue des Remparts, et qu'il fera tous ses efforts pour être à la hauteur de sa tâche. Il ose espérer que le public voudra bien lui continuer la bienveillante patronage qu'il avait accordé à son devancier.

Les cours de cette institution seront rouverts MARDI, 2 janvier 1866 et se continueront, pendant l'année, de 8 heures A. M. à 5 heures P. M. Classes du soir—de 6 heures P. M. à 8 heures P. M. Pour tous renseignements, s'adresser rue Remparts [illegible].

INSTITUT ST-LOUIS
POUR LES DEMOISELLES,
Dirigé par Mme DERON,
75........RUE DAUPHINE........75

ON peut, pour plus de renseignements, se procurer des prospectus à l'établissement ou chez les principaux libraires.

MME ALLUARD,
Somnambule,

BIEN connue à la Nouvelle-Orléans pour être Pindoneuse de la Providence pour les malades qui ont recours à son miraculeux pouvoir [illegible]. Mme ALLUARD guérit également les maladies [illegible].

Consultations, rue Trémé, 262, entre Ursulines et Bayou. [illegible]

CONSERVEZ VOS DENTS
J. A. CASADAVANT,
CHIRURGIEN-DENTISTE,
198........RUE DU CANAL........198
entre Bourgogne et Rempart, où il continue à soigner les dents [illegible] toutes les opérations de l'art du dentiste.

Consultations en français, en espagnol et en anglais.

10 juin—6m

TRANSFERT DE CABINET.
Le Dr. CHARLES E. KELLS,
DENTISTE,

A transporté son cabinet et son domicile au No 16 rue Baronne, [illegible] rue du Canal [illegible].

[illegible]

No 3........[illegible]........No 3

[illegible]

DIX-SEPTIEME ETAT ANNUEL
DE LA
Compagnie d'Assurance Mutuelle du Crescent de la Nlle-Orléans.

Nlle-Orléans, 22 mai 1866.

LES Directeurs, conformément à la charte, soumettent l'état suivant des affaires de la Compagnie, le 30 avril 1866:

[illegible]

[illegible]	$1,667,399 45
[illegible]	268,661 46
[illegible]	$24,463 66
[illegible]	75,950 03
[illegible]	25,199 34
Réassurances payées	61,397 21
Profits et pertes, dépenses, amendes, timbres, escompte et moins de	
[illegible]	148,169 69
Bénéfice net	$297,202 37
Montant des primes participant au dividende scrip	484,711 80

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets garantis par hypothèques	$ 49,445 00
Billets garantis par actions	63,564 45
Effets	31,859 61
Propriétés foncières	65,000 00
Placé en bons consolidés et en bons de la ville	70,000 00
Placé en actions de banques	42,000 00
Scrip d'autres compagnies par compte de scrip	1,470 00
Compagnie du Dry Dock Vallette	1,470 00
Du pour primes et en voie de perception	102,000 13
En caisse	29,660 30
	$447,130 20

Le tableau qui précède est exact et une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS A. ADAMS, Président.
HENRY V. OGDEN, secrétaire.

La Compagnie payera un intérêt de 6 pour cent comptant, sur tous ses certificats non payés de scrip aux porteurs légaux de dits certificats, à partir du deuxième lundi de juillet prochain.

Les Directeurs ont également déclaré un dividende-scrip de SOIXANTE pour cent sur les primes expirées et ayant droit de participer pour l'année expirée le 30 avril 1866, et il sera émis des certificats, pour le dit dividende à partir du premier lundi d'août prochain.

THOMAS A. ADAMS, Président.
SAMUEL H. KENNEDY, Vice-Président.
HENRY V. OGDEN, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

Thos. A. Adams,	Sam'l H. Kennedy,
C. D. Buddecke,	James J. Hanna,
Sam'l B. Newman,	A. Daniel,
P. H. Foley,	Wm. Edwards,
J. Norman Jackson,	A. Obel,
A. Thomas,	A. B. Randing.

25 mai—3tj

Compagnie d'Assurance Mutuelle des Citoyens.
BUREAU, RUE CARONDELET, No 2.

Nlle-Orléans, 1er décembre 1865.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 30 novembre 1865... $330,611 50

Reçu: Primes d'incendie	$162,950 66	
Primes de mer	76,160 43	
Primes de rivière	33,395 63	
En moins, primes non-expirées	20,983 06	
Primes remboursées	1,270 80	22,251 30
Primes touchées		$180,949 00
Pertes payées, savoir: Sur les risques d'incendie	$30,215 37	
Sur les risques de mer	31,136 17	
Sur les risques de rivière	16,732 72	
	$95,112 46	
Réassurance	3,746 82	
Quinze pour cent remboursé	14,754 54	
Taxes et licenses des Etats Unis, de la ville et de l'Etat	10,099 82	
Frais, profits et pertes, intérêt et scrip, escompte et intérêt en moins	25,702 70	149,359 34
Montant net des primes participant		$ 40,428 59

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Dû pour primes, en voie de perception	$ 61,694 19
Effets pour primes	37,297 60
Placé en actions de chemins de fer	35,811 00
Placé en actions de banques	71,456 30
Placé en scrip de Compagnies d'Assurance Mutuelle	72,262 00
Prêts sur garanties	36,427 70
Prêts sur hypothèque	14,557 45
En caisse	22,466 53

Le susdit tableau est une ampliation tirée des livres de la Compagnie.

O. GAILLARD, président.
H. CASTAREDE, secrétaire.

Etat de la Louisiane.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.

Assermenté et souscrit pardevant moi, ce 12 décembre 1865.

SAMUEL MEYERS,
Deuxième juge de paix dans et pour la paroisse d'Orléans

Les directeurs ont résolu de payer, à partir du 9 février 1866, six pour cent d'intérêt sur les certificats de Scrip non encore payés; ils ont de plus déclaré un dividende-scrip de vingt-cinq pour cent sur le montant net des primes participant, pour l'année expirée le 30 novembre 1865 et il sera émis des certificats, pour le dit dividende, à partir du deuxième lundi de février prochain.

DIRECTEURS:

J. Lorber,	J. Lemore,	D'que Bouligny
A H D'Mesa,	John Gauche,	Omer Gaillard
A. Miltenberger,	J. A. Stowe,	T. Avendano
A. Bidault,	A. Marques,	Jas. A. White,
	A. Verloin DeGruy.	28 dec 1

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle Orléans.

SIXIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa Charte, la Compagnie présente l'état suivant:

Montant des primes non expirées au 31 décembre 1864 ... $74,773 ...

Primes reçues dans l'année expirée le 31 décembre 1865:		
Sur les risques d'incendie	$195,128 27	
Sur les risques de mer	38,925 65	
Sur les risques de rivière	67,682 41	
		301,641 73
Total des primes		$376,414 73
En moins: Primes non expirées le 31 décembre 1865	$33,394 60	
Primes remboursées	3,394 07	
		36,666 67
Montant net des primes		$279,748 06
Pertes: Sur les risques d'incendie	$54,620 66	
Sur les risques de mer	29,634 36	
Sur les risques de rivière	51,744 19	
	$136,199 13	
Taxes	15,170 13	
Réassurances	4,833 89	
Dépenses générales, intérêts	15,471 77	
Intérêt du scrip	21,256 00	
		188,721 97
Bénéfice net		$90,014 60

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Effets pour primes	$46,666 00
Billets garantis par nantissement et hypothèque	113,546 36
Dû pour primes en voie de perception	76,676 71
Actions de la Compagnie du Gaz, bons de l'Etat et de la Louisiane, de la ville et autres bons	161,000 00
Scrip de différentes compagnies d'assurance	102,600 00
Propriétés foncières	26,114 45
En caisse	77,093 67
	$620,390 37
En moins intérêt non réclamé sur scrip	$4,625 00
Intérêts payables sur scrip	31,000 00
Réclamations non encore réglées	13,300 00
	41,600 00
	$578,790 37

ETAT DE LA LOUISIANE.
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans.

Qu'on se souvienne qu'aujourd'hui, 9 janvier 1866, pardevant moi, soussigné, notaire public, dans et pour la susdite paroisse, ont comparu en personne Jules Tuyes, Président, et J. W. Hincks, Secrétaire, de la compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans, à la Nlle-Orléans—lesquels ayant été dûment assermentés, ont solennellement déclaré que le susdit tableau est vrai et exact et une copie exacte tirée des livres de la compagnie.

J. TUYES, Président.
J. W. HINCKS, Secrétaire.

Assermenté et signé pardevant moi, ce 9 janvier 1866.
F. CHS. CUVELLIER, Notaire Public.

Les directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes de la compagnie pour l'année expirée le 31 décembre 1865 et il sera émis pour ce dividende, des certificats à partir du 2 avril prochain.

L'intérêt de six pour cent dû sur les certificats (non encore payés) du profit, sera payé aux détenteurs ou à leurs ayants-cause, à partir du deuxième lundi de mars.

—DIRECTEURS—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm. Bayse,
George Urquhart,	Jos. Deynoodt,
J. A. White,	Chs. Lafitte,
W. P. Vredenburgh,	J. M. Lapeyre,
T. Bailey Blanchard Jr.,	Jules Tuyes.

10jan—3tf antvie

MME LA BLANCHE,

LA clairvoyante la plus extraordinaire du monde, peut être consultée à sa résidence,

Rue Bienville, No 109.

Elle est, sans contredit, la seule clairvoyante naturelle dont on ait encore entendu parler. Personne ne devrait négliger d'aller se convaincre de l'étonnante faculté de Mme La Blanche dont les succès en médecine sont connus à la Nouvelle-Orléans et ont été une source de consolations pour bien des malades que les médecins les plus distingués avaient perdu l'espoir de guérir.

Mme La Blanche

a gradué dans ces différentes branches de l'anatomie, l'obstétrique, et a fait une étude des maladies auxquelles sont sujets les femmes et les enfants; ses connaissances jointes à son don de clairvoyance, doivent inspirer la plus grande confiance aux malades. Souvenez-vous que Mme La Blanche est, en ce moment, la seule clairvoyante, la seule femme qui pratique la médecine.

Les consultations sont gratuites pour les pauvres.—Mme La Blanche peut être consultée tous les jours, de 8 heures du matin à 8 heures du soir.

☞ Rappelez-vous que le cabinet et la salle de réception sont au No 109 de la rue Bienville, entre les rues Bourbon et Dauphine, à deux îlets au-dessous de la rue du Canal, Nouvelle-Orléans. 13 juin—3m

MALADIES,
Dépuratif, Pommade, Injection et Poudre du Dr VERGE.

TOUTES les maladies secrètes, anciennes et récentes, les écoulements, ulcérations, gales, dartres, boutons et taches syphilitiques, &c. sont radicalement guéries par l'usage des médicaments du Dr. VERGE. Le dépuratif est spécialement recommandé aux personnes [illegible].

GAUDOZ Jr, pharmacien, [illegible] Orléans Bourbon.

Succession de Marie Antoinette d'Aquin, Veuve J. Aguilar—No 28,273.

Propriété de Valeur rue de la Commune.

PAR S. GUINAULT, encanteur.
Bureau, Bienville et Passage de la Bourse.

LE Samedi, 14 juillet 1866, il sera vendu, à midi précis à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre Canal et Douane, en vertu d'un ordre de l'Honorable Deuxième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, en date du 22 mai 1866, les propriétés ci-après décrites, savoir:—

Trois Lots de Terre situés dans le Premier District de cette ville, désignés par les Nos 24, 25 et 26 de l'îlet No 33 renfermé par les rues de la Commune, Palmyre, Robertson et Prieur, mesurant chacun 27 pieds 7 pouces 2 lignes de face à la rue de la Commune et 27 pieds de largeur sur la ligne du fond; le lot No 24 formant l'encoignure de la rue Prieur; chacun des susdits lots de terre ayant les profondeurs moyennes suivantes: Le lot No 24, 128 pieds 4 pouces 5 1/2 lignes; le lot No 25, 126 pieds 9 pouces, et le lot No 26, 125 pieds 4 pouces 3 1/2 lignes.

Le lot No 24 est vendu avec les bâtisses et améliorations qui y sont construites, consistant en une Maison en bois de six pièces, galerie, hangar, citerne, puits, latrines, etc., etc. Chacun des susdits lots de terre est vendu avec le nombre suivant d'actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, sur lesquelles les sommes suivantes sont dues et dont le paiement devra être assumé par les acheteurs:

Sur le lot No 24—15 actions réduites à 14, le montant dû étant de $270.33.

Sur le lot No 25—11 actions réduites à 10, le montant du étant de $193.44.

Sur le lot No 26—10 actions non réduites, le montant dû étant de $192.32. Le tout payable en soixante-dix [illegible].

Conditions—Le prix total d'adjudication payable: Un tiers comptant et la balance à 6 et 12 mois de crédit, en billets divisés par coupons portant 6 pour cent d'intérêt [illegible].

Actes de vente par devant Jos. Cuvillier.

12juin—13,20,26; 7,14juil.

Propriétés dans le Quatrième District. Succession de N. Schneider.

PARTOUSNE & NEUBERGER.
Eugène Tourné, encanteur, 27 rue Carondelet.

IL sera vendu SAMEDI, le 7 juillet 1866, à midi à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre Douane et Canal, en vertu de et conformément à un ordre de l'Honorable John W. Thomas, Juge de la Deuxième Cour de District de la Nlle-Orléans, daté le 1er juin 1866, pour le compte de la dite succession, savoir:

UN CERTAIN LOT OU PORTION DE TERRE situé dans le faubourg Lafayette, ci-devant la paroisse Jefferson, dans des Ilet, maintenant Quatrième District, dans l'îlet désigné par le plan original par le No 98, ou plan plus récent par le No 14; borné par les rues Jackson, Laurel, Josephine et [illegible].

[illegible]

Un grand lot de meubles, qui consiste en lots de lits en bois de rose et acajou, armoires, tables, buffets, chaises, sofas, miroirs français, pendules, candélabres, tapis, &c.

Une grande quantité d'effets personnels de beaucoup de valeur,—des diamants, des boucles d'oreilles, des bracelets, des montres et autres bijoux.

Des ustensiles d'agriculture, tels que charrues, charrettes, &c., &c.

Sur les termes et conditions suivantes, savoir:

Un tiers comptant et la balance à un crédit de un et deux ans. L'acquéreur donnera ses billets dont les montants devront correspondre avec la part de chacun des héritiers [illegible].

La dite propriété restera spécialement hypothéquée avec privilège du vendeur en faveur des héritiers jusqu'à plein et parfait paiement des dits billets et l'intérêt.

Et acceptant sur les lieux en billets du Trésor des Etats-Unis, pour les meubles.

Bureau du shérif,
Paroisse St-Bernard, 29 mai 1866.

ANTOINE CHALAIRE, shérif

5 juin—1 14, 26, 4 et 7 juil

VENTES JUDICIAIRES.

LA BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE vs LA DAME THOMAS WILLIAMS (SARAH PROCTOR).

QUATRIEME Cour de District de la Nlle-Orléans—No 17,178—En vertu d'un writ de saisie et vente adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, à Charles Bienvenu, ci-devant Shérif et par suite à moi transféré, je procéderai le VENDREDI, vingt-sept juillet 1866 (à midi), à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication des propriétés ci-dessous décrites, savoir:

1o Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de la Douane, de l'Indépendance, Casa Calvo et du Congrès, désigné par le No [illegible] suivant plan dressé par Allou D'Hémécourt, ci-devant arpenteur et mesurant, mesure américaine, trente-huit pieds sept pouces et quatre lignes de face à la rue de l'Indépendance sur une profondeur de quatre-vingt-dix-huit pieds neuf pouces et cinq lignes.

Ensemble, avec treize (13) actions du Fonds Capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane garanties par hypothèque sur la dite propriété.

2o Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet susdit, et désigné par le No Trente-deux suivant le plan susdit relaté de A. D'Hémécourt, ci-devant arpenteur, mesurant, mesure américaine, trente-et-un pieds sept pouces et quatre lignes de face à la rue du Congrès sur une profondeur de quatre-vingt-dix-huit pieds neuf pouces cinq lignes.

Ensemble, avec treize (13) actions du Fonds Capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

3o Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet sus dit, désigné par le No Trente-trois suivant le plan susdit relaté de A. D'Hémécourt, ci-devant arpenteur, mesurant trente-un pieds sept pouces et trois lignes de face à la rue du Congrès sur quatre-vingt-dix-huit pieds neuf pouces et cinq lignes de profondeur et formant l'angle des rues du Congrès et Casa Calvo.

Ensemble, avec quinze (15) actions du Fonds Capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

4o Un terrain situé dans le Troisième District de cette ville, dans l'îlet sus dit et désigné par le No Trente-quatre suivant le plan susdit relaté de A. D'Hémécourt, ci-devant arpenteur, et formant l'angle des rues de l'Indépendance et Casa Calvo et mesurant trente-un pieds sept pouces et trois lignes de face à la rue Casa Calvo sur quatre-vingt-dix-huit pieds neuf pouces et cinq lignes de profondeur. Le tout entre lignes parallèles.

Ensemble, avec quinze (15) actions du Fonds Capital de la banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui se trouvent sur les terrains ses décrits.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions: L'acquéreur fournira:

1o—Un Stock-Note de la somme de deux cent soixante ($260) payable le 1er mai 1867 fixe ou renouvelable conformément aux termes de la charte de la dite Banque, garanti par hypothèque sur le terrain No Trente-un, ci-dessus décrit.

2o—Un Stock-Note de la somme de deux cent quatre-vingts piastres ($280) payable le 1er mai 1867 fixe ou renouvelable conformément aux termes de la charte de la dite banque, garanti par hypothèque sur le terrain No Trente-deux, ci-dessus décrit.

3o - Un Stock-Note de la somme de trois cent quarante piastres ($340) payable le 1er mai 1867, fixé ou renouvelable conformément aux termes de la charte de la dite banque, garanti par hypothèque sur le terrain No Trente-trois, ci-dessus décrit.

4o—Un Stock-Note de la somme de trois cent vingt piastres ($320) payable le 1er mai 1867, fixé ou renouvelable conformément aux termes de la charte de la dite banque, garanti par hypothèque sur le terrain No Trente-quatre.

Et la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication. L'acquéreur assumera toutes les obligations et responsabilités imposées aux actionnaires et les Stock-Notes devant être fournis seront identifiés avec l'acte d'hypothèque consenti par la Dame Sarah Proctor en faveur de la Banque des Citoyens de la Louisiane, au rapport de Charles Boudousquié, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 16 mars 1849, et avec l'acte de vente du shérif, dans la présente affaire.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans

Mumi—juin 5,14,22,29

J. JALBERT vs. VICTOR AUDIBERT.

SIXIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans, No 17,313—En vertu d'un ordre de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Sixième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-et-un de juillet 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Un TERRAIN situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues de la Douane, Bourgogne, Dauphine et Bienville, mesurant trente pieds deux pouces et quatre lignes de face à la rue de la Douane, sur une profondeur de quatre-vingt-neuf pouces, entre lignes parallèles, suivant plan dressé par Louis H. Pilié, ci-devant arpenteur, daté du 8 mai 1850 et déposé en l'étude de E. Barnett, notaire public en cette ville, pour recours.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une jolie maison de résidence bâtie en briques, avec étage, couverte en ardoises, avec cuisine en briques à deux étages, bains dans le fond du terrain, et tous les droits, priviléges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Le plan de cette propriété sera exposé à la Bourse quelques jours avant la vente.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de Francis Anderson, suivant acte au rapport du dit notaire Barnett, en date du 9 juin 1856.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS,
Shérif de la paroisse d'Orléans.

20 juin 20—7,14,21 juil

LA BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE vs. CHARLES BRACK.

QUATRIEME Cour de District de la Nouvelle-Orléans—No 16,061—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-et-un de juillet 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o—QUATRE TERRAINS situés au faubourg Lafayette, paroisse de Jefferson [aujourd'hui le Quatrième District de cette ville] dans l'îlet borné par les rues Rousseau, Division, Première et Deuxième. Les dits terrains sont désignés par les numéros Un, Deux, Cinq et Six, d'après un plan dressé par Henry Mosthausen, en date du 6 juillet 1847, déposé dans l'étude de Lucien Hermann, ci-devant notaire public en cette ville. Les dits terrains ont les dimensions suivantes, savoir: Le No. Un forme l'angle des rues Rousseau et Première et mesure soixante-cinq pieds de face à la rue Rousseau, sur une profondeur de cent vingt pieds et un pouce de face à la rue Première, sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur et face à la rue Division. Le No. Cinq est contigu au No. Six et mesure vingt neuf pieds de face à la rue Première, sur cent vingt pieds de profondeur. Le No. Six forme l'angle des rues Première et Division, et mesure vingt-et-un pieds cinq pouces de face à la rue Première, sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur et face à la rue Division. Le tout mesure américaine.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et les droits, priviléges, servitudes et avantages y attachés et y appartenant.

Et 2o.—Cent quarante actions (140) actions du fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, garanties par hypothèque sur la dite propriété.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de William B. Chrisp, suivant acte au rapport de William Monaghan, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 17 juin 1853.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions.—L'acquéreur fournira un stock note pour le montant de trois mille cent cinquante piastres ($3150) en faveur de la Banque des Citoyens de la Louisiane, payable le 1er décembre 1866, fixe ou renouvelable, conformément aux termes de la charte de la dite banque, garanti par hypothèque sur la propriété [illegible] les obligations et responsabilités imposées aux actionnaires, et le stock note ainsi fourni devra être identifié avec l'acte d'hypothèque par Isaac Bogart en faveur de la Banque des Citoyens de la Louisiane, au rapport de A. Boudousquié, notaire public en cette ville, en date du 6 octobre 1854, et avec l'acte du shérif dans la présente affaire; et la balance du prix d'adjudication, comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans

19 juin—28 juil 5,14,21

JOHN GEDDES vs. JOSEPH KAISER.

TROISIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 21,397—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, Charles Bienvenu, ci-devant shérif et par lui à moi transféré, je procéderai le VENDREDI, vingt-deux de juin 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o—Un terrain situé dans le Quatrième District de cette ville, et désigné par le No Treize de l'îlet No Sept, lequel est borné par les rues de la Levée, Huitième, Septième et Fulton, suivant le plan général du faubourg Livaudais. Le dit terrain forme l'angle des rues de la Levée et Huitième et mesure cinquante-un pieds six pouces de face à la rue de la Levée, sur une profondeur et autant de face à la rue Huitième [illegible].

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de S. Holdsworth et autres, suivant acte au rapport de R. Kenney, ci-devant notaire public, en date du 30 mai 1851.

2o—Deux terrains situés dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues St-Marie, Fulton, St-André et Annonciation, et désignés par les Nos Un et Deux, suivant plan dressé par Knell & Werner, architectes, le 26 de mars 1849, et déposé en l'étude [illegible] de Jefferson. Les dits terrains étant chacun, mesure américaine, trente-un pieds quatre pouces et cinq lignes de face à la rue St-Marie, sur une profondeur de cent vingt-huit pieds dix pouces et cinq lignes. Le No Un forme l'angle des rues St-Marie et Fulton.

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite des héritiers de A. T. Conrad, suivant acte au rapport de H. B. Cenas, ci-devant notaire public en cette ville, en date du 22 juin 1857.

3o.—Et deux terrains situés dans le Quatrième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Huitième, Neuvième, Levee et Water, et désignés par les Nos Un et Deux, suivant plan dressé par C. A. Hedin, ci-devant arpenteur, le 14 octobre 1848 et déposé, sous le No 102, en l'étude de G. R. Beard, ci-devant notaire public en cette ville.

Les dits terrains sont contigus et mesurent chacun vingt-six pieds six pouces et trois lignes de face à la rue de la Levée, sur les profondeurs ci-après, courant de la rue de la Levée à la rue Water, savoir: Cent dix pieds sept pouces et deux lignes sur la ligne limitrophe au No Un, le plus près de la rue Huitième; cent neuf pieds six pouces et sept lignes et demie sur la ligne limitrophe aux Nos Un et Deux, et cent sept pieds dix pouces et cinq lignes sur la ligne limitrophe au No Deux, le plus près de la rue Neuvième; le tout mesure américaine.

Ensemble, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur, au moyen de l'acquisition qu'il en a faite de la dame Amanda Rouch suivant acte au rapport du dit notaire G. R. Beard, en date du 10 octobre 1849.

Saisis dans l'affaire ci-dessus.

Conditions - comptant au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

22mai—5,14,22,29 juin

ALLAN McFARLAN vs. ROBERT McGWYNN DAVIS.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans—No 17,328—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le mercredi, onze de juillet 1866, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

1o—Deux terrains contigus situés dans le Deuxième District de cette ville, désignés par les numéros Treize et Quatorze, dans une étendue de terre bornée du côté par le vieux chemin du Bayou St Jean, du troisième côté par la rue de l'Esplanade, et mesurant chacun trente deux pieds six pouces et trois lignes de face à la rue de l'Esplanade, sur cent quatre-vingts pieds trois pouces de profondeur entre lignes parallèles, mesure américaine, conformément au plan dressé par Chas. A. De Armas, arpenteur, le 18 mai 1840 et déposé en l'étude de Joseph Cuvillier, notaire public en cette ville.

2o—Deux terrains situés dans la dite étendue de terre, désignés par les numéros Quinze et Seize conformément au dit plan et ayant chacun, mesure américaine, trente-deux pieds six pouces et trois lignes de face à la rue de l'Esplanade, sur cent quatre-vingts pieds trois pouces de profondeur.

3o Deux terrains situés dans la dite étendue de terre, désignés par les numéros dix-sept et dix-huit conformément au dit plan et ayant chacun trente deux pieds six pouces et trois lignes de face à la rue de l'Esplanade sur cent quatre vingts pieds trois pouces de profondeur, mesure américaine.

4o Et deux terrains désignés par les Nos Cinq et Six, d'après un plan dressé par Gualdi, architecte, le 16 d'avril 1863 et déposé sous le No 3 en l'étude d'A. J. Guirot, ci-devant notaire public en cette ville. Le No Cinq mesure quatre-vingt-quinze pieds six pouces plus ou moins de face au dit bayou St-Jean sur deux cent quatre-vingt-neuf pieds plus ou moins de profondeur sur la ligne limitrophe à la propriété de F. Dacayet et de deux cent quatre-vingts pieds de profondeur sur la ligne limitrophe au No Six. Le No Six contigu au No Cinq, mesure quatre-vingt-quinze pieds six pouces plus ou moins de face au dit bayou St-Jean sur deux cent quatre-vingt-un pieds de profondeur sur la ligne limitrophe au No Cinq et deux cent quatre-vingt-cinq pieds sur la ligne limitrophe au No Sept. Le tout mesure américaine.

Ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui se trouvent sur les dits terrains.

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

HARRY T. HAYS, Shérif de la paroisse d'Orléans.

5juin—18 26—juillet 5 11

Vente de Shérif.

ETAT DE LA LOUISIANE, Paroisse St. Bernard—No 421—

CLARA BORDELON ET ALS. vs CLORINDE DE LAHOUSSAYE.—En vertu d'un ordre à moi adressé par l'honorable Deuxième Cour de District de la Louisiane, siégeant dans et pour la Paroisse St. Bernard, en date du 22 mai 1866, j'exposerai à l'encan public, Samedi, le 7 du mois de juillet 1866, à 11 heures du matin, sur les lieux, la propriété ci-dessous décrite, savoir:

Ce certain morceau de terre situé dans la Paroisse St. Bernard, sur la rive gauche du fleuve Mississippi, à environ deux milles au-dessous de la Nlle-Orléans, mesurant un arpent et un quart de front sur le dit fleuve par quarante arpents de profondeur, borné par la ligne supérieure par la propriété de Origene D'Orville, et sur la ligne inférieure par la propriété de Charles Cavaroc. Ensemble les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, consistant en une grande, belle et neuve maison à deux étages (two story house) en bois, et bien arrangée pour une résidence de campagne, ou bon ordre, ainsi que les maisons de nègres et dépendances.

Un grand lot de meubles, qui consiste en lots de lits en bois de rose et acajou, armoires, tables, buffets, chaises, sofas, miroirs français, pendules, candélabres, tapis, &c.

Bureau du shérif, Paroisse St-Bernard, 29 mai 1866.

ANTOINE CHALAIRE, shérif

Compagnie d'Assurance
MUTUELLE DES MARCHANDS.
DOUZIEME ETAT ANNUEL.

CONFORMEMENT à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Montant des primes pour l'année expirée le 31 mai 1866, y compris les primes non expirées de l'année précédente:	
Sur les risques d'incendie	$[illegible]
Sur les risques de rivière	371,132 33
Sur les risques de mer	367,308 88
Total des primes	$1,794,864 33
En moins—Primes non expirées le 31 mai 1866	$[illegible]
Primes annulées	[illegible]
	$ 266,404 00
Montant net des primes perçues au 31 mai 1866	$1,518,000 00
Pertes payées pendant l'année: Sur les risques d'incendie	$[illegible]
Sur les risques de rivière	[illegible]
Sur les risques de mer	[illegible]
Taxes	69,664 17
Réassurances, Profits et Pertes	172,408 33
Remboursé, 10 et 15 pour cent	76,150 76
	$1,039,160 00
Intérêts, moins dépenses	2,540 37
Bénéfice net	$481,565 55
Montant net des primes au 31 mai 1866	$1,518,000 04
Moins montant des primes sur lesquelles il a été remboursé 10 et 15 pour cent	387,986 00
Montant des primes participant aux profits	888,184 04

L'actif de la Compagnie est comme suit:

En caisse	$232,499 97
Propriétés foncières	147,681 30
Billets garantis par hypothèques	283,265 71
Billets garantis par nantissements	44,597 15
Actions de Banques	170,280 00
Primes en voie de perception	110,193 00
Effets à recevoir	116,167 44
Scrip d'autres Compagnies mutuelles	45,760 00
Bons de l'Etat de la Louisiane	1,980 00
Actions de la Presse "Levee Steam"	4,000 00
Actions du Dry Dock Vallette	4,000 00
Actions de la Compagnie du Gaz	4,000 00
Bons de la ville	20,436 00
	$1,094,000 00
En moins: Intérêts dûs et non réclamés	$31,373 00
Intérêts à payer en juillet	44,160 36
	85,547 44
Scrip de 1866 payable en juillet	150,669 00
Primes non échues le 31 mai 1866	394,316 00
	1,101,502 44
Actif net	$1,191,222 91

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans.
Nouvelle-Orléans, 5 juin 1866.

Qu'on se souvienne que le cinq juin 1866, pardevant moi, soussigné, juge de paix dans et pour la dite paroisse, a été présente, John Pemberton, président, et Paul Fourchy, secrétaire de la Compagnie d'Assurance Mutuelle des Marchands, lesquels ayant été dûment assermentés, conformément à la loi, ont déclaré que le tableau ci-dessus est une copie exacte des livres de la Compagnie.

JOHN PEMBERTON, Président.
P. FOURCHY, Secrétaire.

Assermenté et signé devant moi ce 5 juin 1866.
PAUL W. COLLENS, Troisième juge de paix.

A une assemblée des Directeurs, tenue le 5 juin 1866, il a été résolu de déclarer un dividende, en scrip, de QUARANTE POUR CENT sur les primes nettes de l'année, pour lequel des certificats de scrip seront émis le premier août prochain. Il a été aussi résolu de PAYER, le deuxième lundi de juillet prochain, LA BALANCE DUE SUR L'EMISSION DE SCRIP DE L'ANNEE 1856 et six pour cent d'intérêt, en billets courants, sur tous les scrips dus par la Compagnie.

DIRECTEURS.

John Pemberton,	Ed. Dupasseur,
Pierre Fouts,	David McCord,
Chs. Sagory,	F. Marques,
S. Z. Relf,	J. Morgan Hu
J. J. Fernandez,	L. F. Genoces,
M. Puig,	Quin—3tf

Compagnie d'Assurance de L'UNION
DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Neuvième état annuel de la Compagnie d'Assurance de l'Union, publié ainsi que l'exigent la loi et sa charte.

Montant des primes reçues dans l'année expirée le 30 avril 1866—	
Primes sur les risques d'incendie	$122,597 94
" " des rivières	81,721 16
" " des mers	36,493 75
En moins, prix des remboursées	283,907 85
	3,465 44
Primes non expirées au 30 avril 1866	280,332 44
	34,279 30
	250,000 74
Pertes payées dans la même période, savoir: Pertes par les incendies	$63,616 79
" sur les rivières	24,399 05
" sur les mers	24,411 45
Total des pertes	36,396 64
Ré-assurances	7,516 60
Dépenses, intérêt sur le scrip, et le profit, compte de pertes, moins l'escompte et compte d'intérêt	174,391 35
Taxes et Revenus Interne	7,504 72
Quinze pour cent remboursé	30,006 97
En réserve, pour risques non expirés	29,647 13
	228,671 44
Bénéfice net	$41,930 99

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Billets de capital	132,129 20
Prêts garantis par hypothèque	3,706 66
Bons et actions	14,000 00
Effets pour primes	15,460 00
Actions, bons et autres garanties	170,878 66
En caisse	31,176 18
Comptes individuels pour primes	32,133 61
Propriétés foncières	12,597 73

Le susdit tableau est une copie exacte, tirée des livres de la Compagnie.

A. CHIAPELLA, Président.
M. CRAWFORD, secrétaire.

Etat de la Louisiane.
Paroisse d'Orléans—Ville de la Nlle Orléans.
Assermenté et souscrit par devant moi, ce 5 mai 1866.
S. MAGNER, notaire public.

Les Directeurs ont déclaré, en faveur des actionnaires, un dividende de SIX pour cent sur le capital payé. Ledit dividende sera payé en crédit de leurs billets de capital.

Ils ont en outre résolu de payer SIX pour cent d'intérêt, sur les certificats de scrip non encore payés de la Compagnie, à partir de l'échéance à la Compagnie, à partir du 1er mai courant. Les directeurs ont aussi déclaré un dividende de [illegible] des certificats, à partir du lundi 14 mai courant.

La Compagnie a déclaré un dividende, en scrip, de cinquante pour cent sur les primes nettes participant aux profits, comme il est dit ci-dessus [illegible].

—DIRECTEURS—

J. H. Sheer,	F. Génois,
C. Chaffe,	W. Ogden,
F. Durrive,	W. B. Schmidt,
A. Chiapella,	J. J. Fernandez,
J. A. J. Rabuennard,	A. Cousin,
Jno J. Adams,	A. Brousseau,
A. Thomas,	G. Blanchin,
M. Crawford	

10 mai—3tf de mois — E. Saloy.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.
BUREAU DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE DU SUN.

DIXIEME ETAT ANNUEL
Pour l'année expirée le 31 décembre 1865.

Montant des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1865, savoir:	
Sur les risques d'incendie	$120,098 75
Sur les risques de mer	45,423 67
Sur les risques de rivière	267,646 57
	$[illegible]
Risques non expirés le 31 décembre 1864	39,769 00—$43,272 1
A déduire: Risques non expirés le 31 décembre 1865	43,943 60
Primes remboursées le 31 décembre 1865	3,964 64—46,007 63
Montant net des primes le 31 décembre 1865	$476,164 05
Pertes payées dans la même période: Sur les risques d'incendie	$34,748 62
Sur les risques de mer	75,282 23
Sur les risques de rivière	
A ajouter: Réassurances	34,940 44
Dépenses, taxes, escompte et intérêt, moins le montant des intérêts	31,198 14
Pertes pour l'actif	121,858 00—445,486 34
Balance	$35,749 20

L'actif de la Compagnie est comme suit:

Placés en bons de la ville et de l'Etat	$144,686 00
Placés en actions de Banques et de Gaz	211,790 00
Placés en scrip d'assurance	116,940 00
Prêts sur hypothèques	41,891 88
Effets pour primes	51,220 00
Primes dues et en voie de perception	5,130 75
Dû par d'autres compagnies d'assurance	3,230 87
Montant n'ayant pas cours	2,510 35
En caisse	160,097 06
Total de l'actif	$1,128,074 00

Le susdit tableau est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
JAMES EDWARDS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nlle-Orléans.
Assermenté et signé pardevant moi, ce 17 janvier 1866.
SAMUEL MYERS,
Deuxième Juge de Paix dans et pour la Paroisse d'Orléans.

L'intérêt de six pour cent sur les certificats de scrips non encore payés sera payé à partir du 12 février prochain.

THOMAS SLOO, Président.
JOHN G. GAINES, Vice Président.
JAMES EDWARDS, Secrétaire.

DIRECTEURS:

John G. Gaines,	E. T. Lonsdale,
John C. Ricks,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	S. Moore,
J. H. Stauffer,	F. B. Ros,
Henry Renshaw,	Thos. A. James,
Thomas Sloo,	J. C. Burnill.

19janv—3tf

Compagnie d'Assurance Mutuelle DE LA LOUISIANE,

Au coin des rues Camp et Gravier.

DOUZIEME ETAT ANNUEL.

Conformément à sa charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

Total des primes pour l'année expirée le 28 février 1866	$903,549 54
Savoir—primes d'incendie	$[illegible]
" de marine	185,700 71
" de rivière	280,881 48
	$908,349 60
En moins, primes remboursées et de primes non expirées	$ 2,800 00 / 51,590 00
	48,485 03
Montant net des primes	$860,862 51

PERTES PAYEES.

Pertes par l'incendie	$62,346 64
Pertes sur mer	181,590 02
Pertes sur les rivières	158,469 00
	$412,605 66
Réassurances	28,330 36
Dépenses générales, taxes, intérêt, profits et pertes	140,948 13
	594,945 75
Bénéfice net	$264,916 —

L'actif de la Compagnie est comme suit:	
Placé en propriétés foncières	$37,086 00
Placé en hypothèques sur propriétés foncières	32,253 33
Placé en bons de la ville et autres	121,000 00
Placé en actions de banques	100,100 00
Placé en actions du chemin de fer	118,694 66
Placé en scrip de compagnies d'assurance	113,394 00
Prêts garantis	28,439 34
Effets	34,694 51
Primes en voie de perception	189,761 51
En caisse	204,149 2
	$977,380 66

Le tableau qui précède est une copie tirée des livres de la Compagnie.

CHARLES BRIGGS, Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle Orléans.
Assermenté et souscrit devant moi, ce 10 mars 1866.
EDMOND MEUNIER,
Troisième juge de paix de la paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de déclarer un dividende-scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes participant pour l'année expirée le 28 février [illegible], et il sera émis des certificats pour le dit dividende à partir du 2 juillet prochain.

Les certificats-scrip émis pour l'année 1855 seront payés et il sera payé un intérêt de six pour cent sur tous les certificats de scrip non encore dus, le deuxième lundi de mai 1866, aux porteurs dûment qualifiés ou à leurs ayants-droit.

CHARLES BRIGGS, Président.
A. CARRIERE, Vice Président.
J. P. ROUX, Secrétaire.

DIRECTEURS:

Charles Briggs,	Archibald Montgomery,
Ant. Carrière	Henry J. Vose,
George A. Fosdick,	[illegible]
[illegible]	[illegible]
George W. Dunbar,	[illegible]
[illegible]	[illegible]
George W. Myers,	[illegible]

E. L. Woodridge.

30mars—1an bons.

PRIVATE DISEASES.

MR. R. GAUDOZ, Druggist, from Paris, informs the public that he has received from France, and can sell [illegible] the Dr. VERGE's [illegible], for Syphilis Ulcers, Gonorrhea, Eruptions, Pimples, Itching, Rosy Drops, [illegible] and all diseases of the [illegible].

[illegible] from 9 o'clock A. M. to 6 P. M.

Dr. Meurer's Opiat and Injection.

THE above Preparations are the only ones used by Dr. Meurer [illegible].

R. GAUDOZ.

INSURANCES.

Merchants' Mutual Insurance Co.
OF NEW ORLEANS.
TWELFTH ANNUAL STATEMENT.

In conformity with the requirements of their Charter the Company publish the following statement:

Premiums received during the year ending 31st May, 1866, including unearned premiums of the previous year:

On Fire Risks	$[illegible]
On River Risks	[illegible]
On Marine Risks	[illegible]
Total premiums	$1,[illegible]
Less premiums unearned on 31st May, 1866	[illegible]
Return premiums	[illegible]
Net earned premiums 31st May, 1866	$1,518,000 04
Losses paid during the year: On Fire Risks	$[illegible]
On River Risks	[illegible]
On Marine Risks	[illegible]
Total losses	
Taxes	69,664 17
Reinsurance and profit loss	172,408 33
10 and 15 per cent return	76,150 76 — 1,039,160 00
	$478,876 00
Add Interest, less expenses	2,540 37
Net Profit	$481,565 55
Net earned premiums 31st May, 1866	$1,518,000 04
Less amount on which ten or fifteen per cent have been returned	387,986 00
Amount participating in profit	$888,184 04

The Company have the following assets:

Cash on hand	$232,499 97
Real Estate	147,681 30
City Bonds	20,436 00
Gas Light Stock	4,000 00
Notes secured by mortgage	283,265 71
Notes secured by pledge	44,597 15
Bank Stocks	170,280 00
Bills receivable	116,167 44
Premiums in course of collection	110,193 00
Scrip of Mutual Companies	45,760 00
Louisiana State Bonds	1,980 00
Levee Steam Cotton Press	4,000 00
Vallette Dry Dock Company	4,000 00
	$1,094,000 00
Less—Unclaimed interest due on scrip	$31,373 00
Interest payable in July next on all outstanding scrip	44,160 36 — 85,547 44
Scrip of 1856 redeemable in July next	150,669 00
Unearned premiums on 31st May, 1866	394,316 00 — 590,580 44
Net capital	$1,101,502 91

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on the 5th day of June, 1866, before me, the undersigned, a Justice of the Peace in and for the Parish aforesaid, personally came and appeared JOHN PEMBERTON, President, and PAUL FOURCHY, Secretary of the Merchants' Mutual Insurance Company of New Orleans, who, being duly sworn, according to law, did depose and say that the above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

JOHN PEMBERTON, President.
PAUL FOURCHY, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 5th day of June, 1866.

PAUL W. COLLENS,
Third Justice of the Peace.

At a meeting of the Board of Directors, held on the 5th of June, 1866, it was resolved to declare a scrip dividend of 40 per cent on the net earned participating premiums for the year ending on the 31st May, 1866, for which certificates will be issued on and after the first day of August next. Also to pay, on and after the second Monday in July next, the balance due on Scrip issue of 1856, and six per cent. interest in common currency on all outstanding scrips of the Company.

DIRECTORS:

Ed. Dupasseur,	John Pemberton,	David McCord,
F. Marques,	Pierre Fouts,	S. Z. Relf,
L. F. Genoces,	M. Puig,	J. J. Fernandez,
J. Morgan Hall,		Chas. Sagory.

Sun Mutual Insurance Company
OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO.
New Orleans, 61 Camp street.

TENTH ANNUAL STATEMENT
FOR THE YEAR ENDING DECEMBER 31, 1865.

Amount of Premiums for the year ending December 31, 1865, viz.: On Fire Risks	$120,098 75
On Marine Risks	45,423 67
On River Risks	267,646 57
	$[illegible]
Unterminated Risks, December 31, 1864	39,769 00—$43,272 1
Unterminated Risks, December 31, 1865	42,043 00
Return Premiums Dec. 31, 1865	3,964 64—46,007 63
Net Earned Premiums December 31, 1865	$476,164 05
Losses paid during the same period, viz.: On Fire Risks	$34,748 62
On Marine Risks	75,282 23
On River Risks	[illegible]
Add Reinsurance	34,940 44
Fifteen per cent. Discount	76,144 36
Expenses, Taxes, etc, less Discount and Interest	31,198 14
Profit and Loss, etc., Loss on Assets	121,858 00—445,486 34
Balance	$35,749 20

The Company have the following assets, viz.:

Invested in City and State Bonds	$144,686 00
Invested in Bank and Gas Stocks	211,790 00
Loans on Pledge	116,940 00
Bills receivable for Premiums	41,891 88
Premiums Due in course of Collection	51,220 00
Scrip of Mutual Insurance Companies	5,130 75
Uncurrent Funds	3,230 87
Cash in Bank	160,097 06
Total amount of assets	$1,128,074 00

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.
JAS. EDWARDS, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this seventeenth day of January, 1866.

SAMUEL MEYERS,
Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The interest of SIX PER CENT. on the Outstanding Certificates of Scrip will be paid on and after the 12th day of February next.

THOMAS SLOO, President.
JNO G. GAINES, Vice-President.
JAMES EDWARDS, Secretary.

—DIRECTORS—

Jno. G. Gaines,	E. T. Lonsdale
Jno. C. Ricks,	Sumpter Turner,
E. J. Hart,	S. Moore,
J. H. Stauffer,	F. B. Ros,
Henry Renshaw,	Thos. A. James,
Thos. Sloo,	J. C. Burnill.

janhi ddh

Citizens' Mutual Insurance COMPANY.

OFFICE, No. 2 CARONDELET STREET.
New Orleans, December 1, 1865.

In conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of premiums received for the year ending November 30, 1865. To wit:	
Fire Premiums	$162,950 66
Marine Premiums	34,765 43
River Premiums	33,395 63
Less—Unterminated Premiums	20,983 06
Returned Premiums	1,270 80 — 22,253 86
Earned Premiums	$180,949 00
Losses paid, viz.: On Fire Risks	$30,216 37
On Marine Risks	31,136 17
On River Risks	16,732 72
	$95,112 46
Reinsurance	3,746 82
Fifteen Per Cent. Returns	14,754 54
Taxes, Government, State and City	10,079 82
And Expenses, Profit and Loss, Interest on Scrip, Discount and Interest	25,702 70—149,359 34
Net Earned Participating Premiums	$ 40,428 —

The Company have the following Assets, viz.:

Due for Premiums in course of collection	$61,694 19
Bills Receivable for Premiums	37,297 60
Invested in Railroad Stocks	35,811 00
Invested in Bank Stocks	71,456 30
Invested in Scrip of Mutual Insurance Companies	72,262 00
Loans on Pledge	36,427 70
Loans on Mortgage	14,557 45
Cash on hand	22,466 53
	$351,394 64

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

O. GAILLARD, President.
H. CASTAREDE, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me this 12th day of December, 1865.

SAMUEL MEYERS,
Second Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent. Interest on the outstanding Certificates of Scrip on and after the 9th day of February, 1866, and have further declared a Scrip Dividend of Twenty-five Per Cent. on the Net Earned Participating Premiums for the year ending 30th November, 1865, for which certificates will be issued on and after the second Monday in February next.

TRUSTEES:

J. Lorber,	J. Lemore,	D'que Bouligny,
A. H. D'Mesa,	John Gauche,	Omer Gaillard,
Ad. Miltenberger,	J. A. Stowe,	T. Avendano,
A. Bidault,	A. Marques,	Jas. A. White,
	A. Verloin DeGruy.	decl7 tf

N. O. Mutual Insurance Company
OF NEW ORLEANS.
SIXTH ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their charter the Company publish the following statement:

Amount of Premiums unearned 1864	$74,773
Premiums received during the year ending 31st December, 1865.	
On Fire Risks	$195,128 27
On Marine Risks	38,925 65
On River Risks	67,682 41
	301,641 73
Total Premiums	$376,414 73
Less Premiums unearned 31st Dec., 1865	$33,394 60
Return Premiums	3,394 07
	36,666 67
Net earned Premiums	$279,748 06
Losses: On Fire Risks	$54,620 66
On Marine Risks	29,834 36
On River Risks	51,744 19
	$136,199 13
Taxes	15,170 13
Reinsurance	4,833 89
General Expenses, less interest account	15,471 77
Interest on Scrip	21,256 00
	188,731 97
Net Profit	$90,014 60

The Company have the following assets:

Bills receivable for Premiums	$46,666 00
Notes secured by Pledge and Mortgage	113,546 36
Due for Premiums in course of collection	76,676 71
Gas Light Co. Stock, Louisiana State, City and other Bonds	161,000 00
Scrips of sundry Mutual Insurance Companies	102,600 00
Real Estate	26,114 45
Cash on hands	77,093 67
	$620,390 37
Less: Unclaimed interest on Scrips	6,625 00
Interest payable on outstanding Scrips	21,000 00
Claims unsettled	13,300 00
	41,600 00
	$578,790 3—

STATE OF LOUISIANA,
Parish of New Orleans, City of New Orleans.

Be it remembered that on this day, the 9th of January, 1866, before me, the undersigned, a Notary Public, in and for the parish aforesaid, personally appeared JULES TUYES, President, and J. W. HINCKS, Secretary, of the NEW ORLEANS MUTUAL INSURANCE COMPANY, of New Orleans, who being duly sworn according to law, did depose and say that the above statement is just and true, and a correct transcript from the books of the Company.

J. TUYES, President.
J. W. HINCKS, Secretary.

Sworn to and subscribed before me this 9th day of January 1866.

F. CHAS. CUVELLIER, Notary Public.

The Board of Directors have resolved to declare a Scrip Dividend of Thirty per cent, on the net earned premiums of the Company, for the year ending 31st December, 1865, for which certificates will be issued on and after the 2d day of April next.

The interest, of six per cent, due on the outstanding certificates of profits, will be paid to the holders thereof, or their legal representatives on and after the second Monday of March.

—DIRECTORS:—

A. Rochereau,	J. M. Caballero,
G. W. Babcock,	Wm. Bayse,
George Urquhart,	Joseph Deynoodt,
J. A. White,	Chas. Lafitte,
W. P. Vredenburgh,	J. M. Lapeyre,
T. Bailey Blanchard Jr.,	Jules Tuyes.

jan10 3tf

Sugar Boiler and Filterman.

WANTED.—A Sugar Boiler and Filterman. Persons thoroughly understanding the business will be paid good wages. Apply by letter addressed Box 2,656 Post-office, New Orleans. jn12 6t

Removal.

L. S. POYDRAS, has removed his office from No 25 Bienville street to No. 111 Gravier street.

Persons indebted to the late firm of Pothier & Parham will please call at No. 111 Gravier street between Camp and Magazine streets. myl6 3m

AUCTION SALES.

G. DE FERIET'S SALES.

In the matter of John de Hilbs vs. Edward de Blois and Minor Martel Pasou, through his Tutor, Victor Pasou.—No. 26,897 of the Docket of the Second District Court.

BY G. DE FERIET, Auctioneer.
Office, No. 42 Royal street.

SATURDAY, June 30th, 1866, at 12 o'clock, m., at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated May 29th, 1866, the following described property belonging to said succession:

A LOT OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, etc., designated by the No. 7 on a sketch appended to the testament of Carmelite Coco, made before C. V. Foulon, notary public, in this city, on the 17th June, 1861; which lot of ground is comprised in the square bounded by Bayou Road, Esplanade, Marais and Villere streets, and measures 30 feet front on Villere street, the same dimensions in the oblique line in the rear, by 104 feet 11 inches and 1 lines in depth on the line nearest Esplanade street, and with all the depth that it may have on the other line which is about 90 feet 4 inches and 4 lines on the line towards Bayou Road, as more fully described by the said will, with the figurative sketch appended to it, and by the plan of said property made by F. N. Judice, architect, on the 4th of April, 1866.

The buildings and improvements on said lot consist of a very comfortable two-story frame house with balcony and marquise, (No. 236,) containing on the lower floor a hall, two parlors with sliding doors, dining room, vestibule and cellar; in the second story, three bed rooms and one cabinet. Also, a three-story frame back building containing three rooms, with gallery, a wash house in yard, stable for 6 horses, feed rooms, water works, cisterns, and portion of yard paved with bricks.

Terms—One-third cash, and the balance in two equal instalments on a credit of 12 and 18 months from the date of adjudication in the notes of the purchaser, divided into coupons, drawn to the order of and endorsed by said purchaser, bearing interest at the rate of six per cent. per annum from date to maturity and eight per cent. per annum thereafter until final payment as a penal clause only, said notes to be secured by mortgage and vendor's lien; the purchaser to keep the buildings insured for their full value and transfer the policy of insurance to the tutor as further security. In case the notes are not paid at maturity and it becomes necessary to institute judicial proceedings for the recovery of the same, the purchaser will be required to pay five per cent. attorney's commission on the amount sued for.

Act of sale before .... notary public, at the expense of the purchaser, who will be required to pay the U. S. Internal Revenue stamps to be affixed to said act. my29 jn9 15 21 26 30

Fine Building Lot on Derbigny Street, between St. Philip and Dumaine streets.

Succession of Mrs. H. D. Cochrane—No. 20,372.

BY G. DE FERIET, Auctioneer.
Office No. 42 Royal street.

TUESDAY, July 17th 1866, at 12 o'clock, m. at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, Royal street, will be sold at public auction, by virtue of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated June 13th, 1866, (Court Docket No. —), the following described property belonging to said succession, viz.

A LOT OF GROUND, situated in the Second District of this city, in square bounded by Dumaine, St. Philip, Derbigny and Roman streets, measuring 30 feet 7 inches and 4 lines front on Derbigny street, by 100 feet 4 inches in depth and 44 feet 7 inches in width on the rear line.

The whole according to plans.

Terms—One-half Cash, and the balance on a credit of one year, in notes of the purchasers, secured by special mortgage on the property sold, and bearing interest at the rate of six per cent per annum from date until maturity, and eight per cent. thereafter until final payment, the said notes to be divided in coupons to suit the vendor or interested party, the internal revenue stamps to be paid by the purchaser.

Act of sale before Amedée Ducatel, notary public, at the expense of the purchaser. jn16 23 30 jy 7 14 17

J. N. HENRIQUES'S SALES.

BY J. N. HENRIQUES, Auctioneer.
Office—Common street, near Basin street.

WILL be sold on SATURDAY the 21st day of July 1866, at the hour of 12 o'clock, at the Merchants' and Auctioneers' Exchange, on Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order from the Honorable Second Judicial District Court for the Parish of St. Bernard, dated June 14th, 1866, the following property belonging to the succession of the late Walter Woodruff, deceased, to wit:

1. A TRACT OF LAND situated on Bayou Gentilly or Chene, in the parish of St. Martin in township ten of range ten, east, and township eleven of range ten east, of the Southwestern District, as per maps on file in the State Land Office at New Orleans of Swamp and Overflowed Lands, said tract of land containing seven hundred and twenty-one 17-100 acres, bounded north by public lands, south by land of Sawyer, east by public lands, and west by lands of the estate of Lobry and of Sawyer.

2. A certain claim for about SEVEN HUNDRED AND TWENTY ACRES OF LAND, more or less, situated, lying and being in Yazoo county, State of Mississippi, on Bayou Wallawaw, bought of the lands of G. K. Pickett, which lands have been sold for taxes by the State authorities.

Terms—Cash, in United States Treasury Notes.

jn 6 27 jy 6 11 18 21

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the 19th day of May, 1866, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following to wit: No. 18,156—Mrs. Jeanne Florence Vernes, wife of Pierre Lacoste, versus her Husband—Judgment entered May 19th, 1866—In this case the Court having duly considered the pleadings and evidence, and being of opinion that the law and the evidence are in favor of the plaintiff, it is ordered, adjudged and decreed that there be a judgment in favor of plaintiff, Jeanne Florence Vernes and against defendant, Pierre Lacoste, her husband, decreeing a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains heretofore existing between them; that the plaintiff have leave to administer her own estate, and that she do have and recover of the defendant, her said husband, the sum of three thousand five hundred and eighty-two dollars and [illegible] and costs of suit.

Judgment signed May 24th, 1866.

D. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court at the city of New Orleans, on this 29th day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States.

WM. WOELPER, Deputy Clerk.

my31 3t w 3w3d

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT of New Orleans—I hereby certify that on the 29th day of May, 1866, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to-wit: No. 21,371—Lady M. Jones, wife of James E. Benjamin, vs. her Husband.—On motion of Roselius & Philips, of counsel for plaintiff, and on producing to the Court due proof of plaintiff's demand, it is ordered and adjudged that the judgment by default entered herein be confirmed; and that there be judgment in favor of plaintiff, against the said defendant, for a separation of property between the said parties and that she do have and recover of defendant the sum of twenty-one thousand nine hundred [illegible] and that the community of acquets and gains heretofore existing between the said James Kishman Benjamin, be decreed a separation of property between said parties and costs of suit.

Rendered May 29th, 1866. Signed June 2d, 1866.

(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 4th day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States.

J. O. CHALON, Deputy Clerk.

ju 5 12 19 26 jy 3

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 4th day of June, 1866 judgment was rendered in this Court in the following entitled suit in the words and figures following, to wit: No. 18,241—Mrs. Annie E. Garr, wife of J. T. Hardie, vs. her Husband.—For the reasons assigned in the written opinion of the Court this day delivered and filed herein, it is ordered and decreed that the plaintiff Mrs. Annie Hardie, be and she is hereby [illegible] a separation of property between the said parties and a dissolution of the community of acquets and gains heretofore existing between them; [illegible] the sum of twenty-one thousand nine hundred [illegible] cent. interest from [illegible] judgment signed June 8th, 1866.

J. DUPLANTIER, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of said Court, at the City of New Orleans, on this 8th day of June, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States.

F. J. LAIZER, Deputy Clerk.

jn 9 jy 3

Mary J. Black vs her Husband

STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT Court of New Orleans, No. 13,447—On motion of Kerr and Walker of counsel for the plaintiff, and it appearing that the answers of the defendant to the interrogatories have been taken and filed and no other defence has been proponed; it is ordered that the judgment by default heretofore taken herein against the defendant be now confirmed, and considering the law and the evidence produced herein, it is ordered that there be judgment in favor of plaintiff, Mary J. Black, against her said husband, Robert V. Black, decreeing a separation of property and the dissolution of the community of acquets and gains between them, and that plaintiff be restored to the control and administration of her paraphernal property. It is further ordered that the plaintiff be recognized as the true owner of the property described in the petition, together with all the buildings and improvements thereon being on a lot of ground bounded by Magazine, Camp, First and Second streets, which lot is adjoining each other, and measure thirty-one feet seven inches and four lines front on Magazine street, by one hundred and twenty-eight feet two inches in depth, between parallel lines. It is further ordered that plaintiff recover judgment against her said husband, Robert V. Black, for the sum of fifteen hundred dollars, with legal interest upon the same from the date of this judgment, with mortgage as is provided by law; and it is further ordered that the defendant pay the costs of suit.

Judgment rendered 8th May 1866. Signed 12th May, 1866.

[Signed] CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on the 26th day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States. [Signed] F. A. LUMINAIS, Deputy Clerk.

my30 jn12 27

THE STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, on the 28th day of May, 1866, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 21,346—Elmire Marie Gosselin, wife of A. B. Charpantier, versus her Husband.—On motion of Roselius and Philips, of counsel for the Plaintiff, and upon producing to the Court due proof of her demand. It is ordered and adjudged that the Judgment by Default, entered herein on the 1st instant be now confirmed and made final, and that Plaintiff, Mrs. Elmire Marie Gosselin, wife of A. B. Charpantier, recover of the Defendant, A. B. Charpantier her Husband, the sum of Eight Thousand Four Hundred and Ninety-Nine 25-100 Dollars, as her paraphernal property, with mortgage and privilege according to law on defendant's property; and it is further ordered and decreed, that Judgment of separation of property and a dissolution of the community of acquests and gains, be, and the same is hereby rendered, in favor of the Plaintiff and against Defendant with all costs.

Judgment rendered May 28th, 1866; Signed May 29th 1866.

(Signed) E. T. FELLOWES, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 30th day of May, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, and the ninetieth year of the Independence of the United States.

J. O. CHALON, Deputy Clerk.

jn 5 15 22 29

THE STATE OF LOUISIANA, FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 26th day of May 1866, Judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit—No. 13,353—Eliza B. Walker vs. Her Husband—On motion of William S. Stansbury, of counsel for plaintiff, and on introducing due proof of the claim of said plaintiff: It is ordered and adjudged that the default herein entered on the 16th May, 1866, be now confirmed and that there be judgment in favor of Mrs. Eliza Baker Walker, wife of Samuel B. Walker; that the community of acquests and gains heretofore existing between them be, and the same is hereby dissolved; that the said Mrs. Eliza Baker Walker, plaintiff, be restored to the control and management of her paraphernal property, and that she recover of the defendant, Samuel B. Walker her Husband, the sum of ninety-seven thousand seven hundred and thirty-four 40-100 dollars, with legal interest thereon from this date till paid and costs of suit.

Judgment rendered 26th May, 1866; Signed 31st May, 1866.

(Signed) CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the City of New Orleans, on this 4th day of June, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty-six and the ninetieth year of the Independence of the United States.

LOUIS POWER, Clerk.

jn5

PHOTOGRAPHS.
61 CAMP STREET......61 CAMP STREET.
PRICES REDUCED.

THE undersigned respectfully begs leave to mention to his old patrons and the public, that the quality of the light at this season of the year enables us to turn out very superior pictures. We are working two lights by the best operators in the city, and with his own personal attention he defies competition in all styles of pictures. Our specialty is family groups and children's pictures. We are prepared to execute orders for all styles of paintings. Copies or from life in the most beautiful, perfect and artistic manner, having the best artists and colorists in the country. We would call especial attention to the beautifully colored porcelaine pictures, which we are not surpassed by the finest miniature on ivory.

Please call and see specimens of our work before trying elsewhere.

my16 1m S. ANDERSON, 61 Camp street, N. O.

Carpetings, Curtains Mattings, &c.

WE have lately received a handsome assortment of CURTAIN MATERIALS, such as Satin de Laine, Reps, Worsted Damasks, and Lace Curtains of various qualities. Loops, Gimps, Cornices, Bands, Pins, &c., &c. CARPETINGS of all kinds and qualities. FLOOR OIL CLOTHS, MATTINGS, and all goods in our line, which we offer at greatly reduced prices.

A. BROUSSEAU & CO.,
Importers, 19 Chartres street.

Notice to Planters.

IN addition to our stock of Dry Goods, Boots, Shoes and Hats, we have constantly on hand a large assortment of

Plantation Clothing,

from our own manufactory in this city, which is offered at very low prices.

WALLACE & CO.,
Sheppard Building, 74 Canal street, and 21, 23 & 25 Common st., adj. City Hotel.

myl6 1m

AUCTION SALES.

RENE GUTIERREZ'S SALES.

Succession of Maria Rose Wagner—No. 17,362.

Improved Real Estate in the Second District.

BY RENE GUTIERREZ, Auctioneer.
Office, No. 94 Chartres street.

WEDNESDAY, 27th June, 1866, at 12 o'clock, m., will be sold at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Customhouse and Canal streets, by virtue of an order of sale, from the Honorable J. W. Thomas, Judge of the Second District Court of New Orleans, bearing date May 21st, 1866, the following properties belonging to said succession—

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with the buildings and improvements thereon, situated in the Faubourg Tremé, Second District of this city, designated by the Number One, of square No. Seventy five, comprised between Claiborne, St. Ann, Derbigny and Dumaine streets; said lot forming the corner of Derbigny and Dumaine streets and measures, in American measure, forty-one feet eleven inches and five lines front on Dumaine street, by ninety-four feet ten inches and two lines in depth between parallel lines, said premises consisting in a brick house, slate-roof, having four rooms, attic, gallery, cabinets, &c.

TWO CERTAIN LOTS OF GROUND, together with the buildings and improvements thereon, situated in the rear of this city, on the east side of Bayou St. John, designated by the Nos Seven and Eight, on a plan drawn by Charles Zimpel, dated 28th April 1836, and annexed to an act of sale dated 14th April 1836, passed before Louis Ferrand, then a notary public in this city. Lot No. Seven measures thirty feet front on the Bayou Road by two hundred feet in depth, and lot No. Eight measures about twenty nine feet ten inches and four lines front on the Bayou Road by two hundred feet in depth, which property was acquired by the deceased from Jean Vigneaud as per act passed before Joseph Cuvilier, notary public in this city, on the 18th of April 1846.

The premises consisting in a house having four rooms, two cabinets, dining-room, and bears No. 245 on Bayou Road street between Claiborne and Derbigny.

Terms—Cash in United States currency.

Acts of sale before Joseph Cohen notary public at the expense of purchasers, including revenue stamps.

may25 jn5 15 20 27

ALF. BOULIGNY'S SALES.

Succession of Mrs. M. E. Montreuil, Deceased Wife of L. Millaudon.

Vacant Lots in the Town of Carrollton.

BY ALFRED BOULIGNY, Auctioneer.
Office—No. 20 Carondelet street.

THURSDAY, 28th of June, 1866, at 12 o'clock, M., will be sold at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets by virtue and in pursuance of an order from the Honorable the Second District Court of New Orleans, dated November 20th, 1865, the following lots of ground belonging to said succession, situated in Carrollton:

1. TWENTY-FIVE LOTS in square 1, bounded by Lower Line, Public Road, Levee and General Scott streets, and designated as Number 1 to 25, inclusive.

2. SEVEN LOTS in square 3, bounded by Public Road, General Scott, Levee and Millaudon streets, and designated as Number 1 to 7, inclusive.

3. TEN LOTS in square 4, bounded by Clinton, Public Road, Millaudon and Levee streets, and designated as Number 1 to 10, inclusive.

The three above squares of ground are sold with the privilege of batture.

4. SEVENTEEN LOTS in square 2, bounded by Levee, Lower Line, General Scott and Oliver streets, and designated as Number 7 to 22, inclusive and Number 25.

5. SEVEN LOTS in square 5, bounded by Levee, General Scott, Oliver and Millaudon streets, and designated as Number 1 to 7, inclusive.

6. SIXTEEN LOTS in square 6, bounded by Wall, Millaudon, Clinton and Levee streets, and designated as Number 1 to 16, inclusive.

7. TEN LOTS in square 12, bounded by Wall, Clinton, Millaudon and Esther streets, and designated as Number 11 to 20 inclusive.

8. EIGHTEEN LOTS in square 13, bounded by Esther, Wall, Millaudon and Ortera Scott streets, and designated as number 1 to 18, inclusive.

9. FIFTEEN LOTS in square 14, bounded by Wall, Esther, General Scott and Lower line streets, and designated as number 1 to 15, inclusive.

10. THIRTEEN LOTS in square 15, bounded by Esther, Ann, Lower line and Millaudon streets, and designated as number 13 to 25 inclusive.

11. TWENTY LOTS in square 16, bounded by Ann, Esther, Clinton and Millaudon streets, and designated as number 1 to 20 inclusive.

The whole as per plan, which shall be exhibited one week previous to the sale at the Merchants and Auctioneers' Exchange.

Terms and conditions—One half cash in U. S. Treasury notes and the balance on a credit of twelve months, in notes of the purchasers to their own order, payable at the Canal Bank in the City of New Orleans, bearing per cent. interest from their date to maturity and a per cent. from maturity to final payment, with special mortgage on the property sold. The purchasers will have the right to pay cash the whole of the price of adjudication.

Acts of sale before Selim Magner, notary public, at the expense of the purchasers, including the U. S. Internal Revenue stamps. my27 jn5 22 28

V. GERODIAS & CO.'S SALES.

Succession of Dominique Gorman—No. 26,799.

BY V. GERODIAS & CO.,
J. B. CROZAT, Auctioneer.
Office—Corner Exchange Alley and Conti streets

WILL be sold on THURSDAY July 5th, 1866 at 12 o'clock m., at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, by virtue of an order of sale from the Honorable John W. Thomas, Judge of the Second District Court of New Orleans, dated May 28th, 1866, viz.

A CERTAIN LOT OF GROUND, with all the buildings and improvements thereon, situated in the Third District of this city in square No. 42, bounded by Urquhart, Great Frenchmen and Union streets and designated by the No. 13, the said lot measures Marigny and Urquhart [illegible].

[illegible]

S. GUINAULT'S SALES.

Pascal Lamarque vs André Bordenave

BY S. GUINAULT, Auctioneer.
Office, corner Bienville street and Exchange Alley.

MONDAY, 25th of June, 1866, will be sold at public auction [illegible] street, near Dumaine [illegible] by virtue of an order from the Honorable Fifth District Court of New Orleans, dated [illegible] in the suit entitled Pascal Lamarque vs André Bordenave No. [illegible]:

SIX MILCH COWS [illegible].

Terms—Cash [illegible].

LEGAL NOTICES.

Succession of Mary E. Krauze, wife of G. H. W. Lehde

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. [illegible]—Notice is hereby given to the creditors of this Estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, why the account and tableau of distribution presented by the administrator of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

jn15 25 23

Succession of Joan Lorette.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. [illegible]—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons interested, to show cause within ten days from the present notification why the account [illegible] should not be homologated and approved and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.

A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

jn 16 21

State of Louisiana.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—The State of Louisiana: To all whom these presents shall come—Greeting:

Whereas, Edward William Huntington having purchased at a sale made by the sheriff of the parish of Orleans the property hereinafter described, and applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded [illegible] the twenty-[illegible] day of [illegible] 1866 for a monition, or Advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana entitled "An Act relative to monitions and mode of proceeding," approved March 10, 1834.

Now therefore, know ye, and all persons interested herein, are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Sixth District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time or manner of sale, or for any other defect whatsoever, to show cause within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Sheriff of the parish aforesaid on the 5th day of April 1866, by virtue of a decree of this Court, rendered on the 3d day of April A. D. 1866, in a suit entitled Mary M. Duhet vs Honore & Sparre No. 17,377 of the Docket of the Court at which sale the said Edward William Huntington became the purchaser for the price of [illegible].

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

A CERTAIN PORTION OF GROUND, with the three-story Brick store No. 7, now No. 32 Gravier street, erected thereon, and all the rights, privileges, servitudes and appurtenances thereunto belonging, situated in the First District of this city, in the square bounded by Gravier, New Levee, Tchoupitoulas and Poydras streets, and measuring ninety-four feet two and a half inches front on Gravier street, by fifty-six feet one and a half inch in depth.

Clerk's office, third 28 June 1866.

F. J. LAIZER, Deputy Clerk.

jy14 22 30 jy10 21

STATE OF LOUISIANA—SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—The State of Louisiana, to all whom these presents shall come—Greeting:

Whereas, Mistress Anna C. Scott, widow by first marriage of William Long and by second marriage, Widow of Bernard Magione, having purchased at a sale made by J. A. Beard, Auctioneer, the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court in whose office the deed of sale executed before H. Barnabas, notary public, on the 23d May, 1856, was recorded on the twenty-first day of May, A. D. 1866, for a monition or Advertisement, in conformity to an act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An act relative to monitions and mode of proceeding," approved the fifteenth day of March, 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the State of Louisiana, and of the Second District Court of New Orleans, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of the Court under which the sale was made, or any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any defect whatever, to show cause, within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Auctioneer aforesaid, on the Third day of May, A. D. 1856, by virtue of a decree of this Court, rendered on the fifth day of September A. D. 1855, in the matter of the Succession of Bernard Magione, No. — of the Docket of this Court, at which sale the said Mrs Anna C. Scott, now widow of Bernard Magione, became the purchaser for the price of $12,400.

Description of property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

A CERTAIN LOT OF GROUND, with the three-story brick store thereon, rights, privileges and appurtenances thereunto belonging, situated in the First District of this city, in the square bounded by Gravier, Poydras, Fulton and Front streets, and designated by the No. 8, on a plan duly certified by H. Grant, surveyor, under date of the 12th January, 1852, and deposited in the office of H. B. Cenas, notary public; said lot measures twenty-three feet two inches and one line front on Fulton street, twenty-one feet three inches front on Front street, by one hundred and eighteen feet two inches and three lines in depth on the line dividing it from lot No. 7, and one hundred and eighteen feet two inches and five lines in depth on the line dividing it from lot No. 9, all American measure.

Being the same property purchased by the said B. Magione from the City of New Orleans, by an act passed before said Cenas, notary, on the 31st March, 1852.

New Orleans, May 21st, 1866.

A. J. VILLERE, Deputy Clerk.

my22 3t in30d

CONSTABLE'S SALES.

Widow Cournet & Son, Jean Ollier, Agent, vs. Oscar Warney.

FOURTH JUSTICE'S COURT, PARISH OF ORLEANS, No. 22,964—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Augustin Viavant, Judge of the Fourth Justice's Court, in and for the Parish of Orleans, I will proceed to sell at public auction, on SATURDAY, the twenty-third day of June, 1866, at 12 o'clock, M., in front of my office, No. 7 Frenchmen street, the following described property, to wit:—

(2) Two BEDSTEADS.
(2) Two WASHSTANDS.
(1) One BUREAU with Looking Glass, and
(1) One LOOKING GLASS.

Seized in the above entitled suit.

Terms—Cash on the spot.

jn13 18 23 A. D. FORTIER, Constable.

F. Ange vs. Capt. Rogers and Owners Brig Derby.

THIRD JUSTICE COURT OF NEW ORLEANS, No. 18.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable Paul W. Collens, Judge of said Court, in the above entitled suit, I will proceed to sell at public auction, at ALGIERS, opposite the wharf of the Opelousas Rail Road, on MONDAY, the 9th day of July, 1866, at 12 m.—

The Brig DERBY, her tackle, apparel, &c.

Seized in the above suit.

Terms—Cash in U. S. Treasury notes.

jn8 18 jy9 ARTHUR LANGE, Constable.

E. Coturau vs. H. Raphael and Family

THIRD JUSTICE'S COURT—PARISH OF ORLEANS—Nos 112, 113, 114 and 115—By virtue of four writs of fieri facias to me directed by Hon. Paul W. Collens, Third Justice of the Peace, in the above entitled suit, I will proceed to sell, at 12 o'clock, m., on SATURDAY, the 30th day of June, 1866, at the auction rooms of G. De Feriet, No. 42 Royal street—

Six TRUNKS and contents.

Seized in the above suit.

Terms—Cash, in U. S. Treasury notes.

jn21 26 30 ARTHUR LANGE, Constable.

J. A. CASADAVANT,
SURGEON DENTIST
NO. 198 CANAL STREET,
BETWEEN BURGUNDY AND RAMPART STS

HE continues to perform all operations in Dental Surgery in the most scientific manner. Consultations in French, Spanish and English. aug6 tf

CHARTER
OF THE
Atlantic Insurance Company
OF NEW ORLEANS.

STATE OF LOUISIANA, City of New Orleans.

BE IT KNOWN that this Twenty-sixth day of April, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-six, before me, Edward Barnett, a notary public in and for the City and Parish of New Orleans, duly commissioned and sworn, personally came and appeared the parties whose names are hereto subscribed, who declared that availing themselves of the provisions of the statutes of this State, relative to the organization of corporations in this State, they have covenanted and agreed, and do by these presents covenant, agree and bind themselves to form themselves into and constitute a corporation for the objects and purposes, and under the stipulations and regulations following, viz:

FIRST.

The name and title of said corporation shall be the ATLANTIC INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, and its domicile is hereby established in the city of New Orleans. It shall commence its business as soon as the whole amount of its capital stock shall have been subscribed for, and it shall exist for twenty-five years from the date hereof. It shall have a corporate seal, having for a device the coat of arms of the State of Louisiana, and for an inscription the name of the Company and the date of this act.

SECOND.

The objects and purposes of the Company are hereby declared to be:

1st. To make insurances upon Dwelling Houses, Stores, Cotton Presses and every other description of Buildings, Household Furniture, Goods, Wares, Merchandise, Machinery and other property, against loss or damage by fire.

2d. To make insurances upon ships and other sea vessels, Steamboats and other vessels, Freight, Goods, Bills of Exchange and other evidences of Debt; Commissions, Profits, Bullion or Money and against all Maritime or Inland Transportation Risks, Bottomry and Respondentia Interests, and upon Lives and other accidents, or in other words to effect fire, marine, river life and accidents, insurance of any kind whatsoever, with privilege of exercising all or either of said purposes.

The Company may cause itself to be reinsured against any risk upon which it may have made insurance, and all citation notices and other legal process, wherein the Company may be interested, shall be served on the President, to be appointed in the manner hereinafter provided for.

THIRD.

The capital stock of said Company shall be three hundred and seventy-five thousand dollars divided into three thousand seven hundred and fifty shares of one hundred dollars each, to be paid for at the time and in the manner following, to wit:

The subscribers to the said stock shall pay into the hands of the President, upon the organization of the Company for business, the sum of Twenty Dollars in cash on each and every share subscribed by them, and shall furnish their notes, to the order of the Company for the remaining eighty dollars, payable on demand at the office of said Company, at such times and in such manner as the Board of Directors may determine, provided that the same shall be made by instalments of not more than twenty dollars on each share, at such periods as may be designated by said Directors, and thirty days notice in the French and English languages in two newspapers published daily in the city of New Orleans shall be given of payment or payments to be made, which said capital stock of Three Hundred and Seventy-five Thousand Dollars may be increased to One Million Five Hundred Thousand Dollars as hereinafter provided for.

FOURTH.

All the corporate powers of said Company shall be exercised by a Board of Directors composed of nineteen stockholders to be elected on the first Monday in January of each year, at the office of the Company. Notice of such election shall be given and continued for ten days immediately preceding said election in the French and English languages as above provided for.

The Board shall appoint three stockholders inspectors to preside at such election, and in case of the absence or failure of any of them to attend, the President shall appoint others to fill their stead. The Board thus elected are to take their seats on the first Monday of the month of January of each year and to hold the same one year thereafter or until their successors are elected and qualified.

FIFTH.

The first Board of Directors shall consist of the following stockholders, who shall remain in office until the first Monday in January, 1867, or until their successors are elected and qualified, viz:

J. A. Mattison,	Saml. Boyd,
R. E. Godell,	Thos. M. Simmons,
Jno. McGinnis, Jr.,	James Byrnes,
Edwd. Rigney,	Chas. H. Walker,
H. H. Stanley,	H. A. Wheelock,
Geo. W. Manson,	N. H. Thomas,
H. D. McGinnis,	W. P. Kellogg,
A. B. Hitchcock,	C. M. Soria,
C. A. Eager,	Chas. E. Slayback,

B. L. Mann.

SIXTH.

In all elections the vote shall be by ballot, and those stockholders receiving the plurality of votes of the stockholders present, shall be considered duly elected; and in the event of no election taking place on the day aforesaid, the President shall cause another election to take place within ten days thereafter, and give notice of the same as aforesaid.

SEVENTH.

Each stockholder shall be entitled either in person or by proxy to vote for each and every share which he or she may respectively hold, provided that no individual, corporation or company vote on any stock transferred to them or to them within ninety days prior to said election.

EIGHTH.

Each and every holder of scrip shall be entitled to vote at all elections of Directors, provided said vote be given to stockholders of the Company, and to be entitled to one vote for each and every hundred dollars of scrip provided that no individual, corporation or company shall be entitled to a greater number of votes than five, and no person shall vote on any scrip transferred to him within six months prior to such election.

NINTH.

In the yearly dividends to be declared by said company the assured shall participate to the extent of the premiums paid by them, during the year, and the stockholders to the extent of the capital stock paid by them.

TENTH.

The assured who shall claim and receive a return of twenty-five per cent, of their premiums shall thereby abandon to the other assured and the stockholders all their rights in the profits of the Company.

ELEVENTH.

The assured shall be paid their portion of the dividends, to be entitled to receive a certificate of profits bearing six per cent interest which certificate shall be signed by the President and Secretary and contain a clause declaring that in any year the losses of the Company exceed the premiums, the reserve fund and the whole or part of the paid up capital, such certificates shall be reduced so as to make good the deficiency.

TWELFTH.

No certificate shall be issued for fractional part of ten dollars, but all amounts less than ten dollars and all sums of less than ten dollars shall be carried to the contingent account of the Company, and shall be credited to the stockholders as a reserve fund until the reserve fund thus created shall amount to three hundred and seventy-five thousand dollars at least in proportion to their respective interests in the Company.

THIRTEENTH.

The stockholders shall be paid their dividends in cash, but the amount to be thus paid shall not exceed ten per cent. interest on the amount of their capital stock, and the balance shall be credited on the stock account of each until the same shall be paid in full.

FOURTEENTH.

The Board of Directors shall, at their first meeting in every year, elect out of their own body a President and a Vice-President, who shall hold their offices until their successors are elected.

FIFTEENTH.

No person shall be eligible as a Director of said Company who does not at the time of the election and during the continuance of his office in his name or in the name of the firm of which he may be a member or partner, at least fifty shares of the stock of said Company.

SIXTEENTH.

The Board of Directors shall have power to appoint such officers, agents and employees as shall be necessary for the conducting of the business of said company; to make such by-laws and regulations as they may deem proper for the government of said Company, provided the same shall not conflict with the laws of this State or the letter and spirit of this act.

They shall fix the compensation of the officers, clerks and employees by them appointed, and they shall also fill any vacancy which may occur in their number or in the Presidency.

SEVENTEENTH.

The Board of Directors shall have power to invest, from time to time, the money and capital of the Company in the purchase of real estate and in mortgages on improved real estate situated within this or the State, unincumbered and in the city of New Orleans, or elsewhere, and in all cases the property mortgaged shall be of double the value of the sum so loaned. They may also invest the profits of the Company in any bonds or stock created by virtue of the laws of the United States or of this State, or of the Corporations of this State, or the City of New Orleans or make any loans or pledge of any of the aforesaid securities, bonds or stocks, or on any collaterals, as hereinbefore provided.

They shall have power to dispose of mortgages obtained by way of security, or of stock pledged for security, or property conveyed to them in satisfaction of debts previously contracted or purchased at public sale upon judgments or orders of seizure obtained by said Company; of property, movable or immovable, which may have been abandoned to said Company; but nothing in this act shall be construed so as to authorize the said Company to discount negotiable paper, or to do any other banking business or trade directly or indirectly, in the buying or selling of any movable or immovable property, goods, wares, or merchandise, provided, also, that said company may purchase real estate or property for the purpose of establishing an office therein.

EIGHTEENTH.

Yearly dividends shall be made of so much of the profits of the Company as shall appear advisable; but the proportion of premiums received on risks which shall not be terminated at the time of making such dividends shall not be considered as forming part of the profits of the Company, and in case of any loss or losses whereby the capital stock of said Company be lessened, no subsequent dividends shall be made until such diminution shall have been covered and made up by the profits.

NINETEENTH.

In the yearly dividends to be declared, as aforesaid, the amount to be paid to the stockholders shall not exceed ten per cent. on the amount of stock held by them, and the surplus shall be placed to the credit of unpaid stock account until the stock is paid in full, when it shall be the duty of the President and Board of Directors to issue certificates to the stockholders for full paid shares.

TWENTIETH.

After the whole capital stock of the Company shall have been paid in, the Board of Directors shall have the right to deduct from each yearly dividend and lay by such part of said dividends, as they may deem proper, until a surplus fund of not more than Three Hundred and Seventy-five Thousand Dollars shall have been formed and realized, to be added to the capital stock of said Company.

TWENTY-FIRST.

Any stockholders who shall fail or neglect to pay any instalment, when ordered by the Board of Directors, as provided for herein, shall forfeit to the Company all previous payments, and cease to be a stockholder of said Company.

TWENTY-SECOND.

No stock shall be transferred unless such transfer be made on the books of the Company; should any stockholder desire to transfer his stock previous to full payment of the same having been made, he shall be permitted to do so by a substitute of the obligations of the party purchasing, provided the substituted obligations are satisfactory to the Board of Directors.

TWENTY-THIRD.

At the time of the expiration of the charter of this Company, or sooner, if ordered by a vote of the stockholders, as herein provided for, the affairs of said Company shall be liquidated, its debts paid under the charge and superintendence of three commissioners to be appointed by the Board of Directors, and who shall remain in office until the final liquidation of the affairs of the Company.

TWENTY-FOURTH.

The President of said Company shall sign all policies and preside at all meetings of the Board; he shall conduct and manage the business of the Company generally, under the supervision of the Board of Directors; in case of his absence, the Vice-President shall preside at such meetings.

TWENTY-FIFTH.

It shall be the duty of the President and Board of Directors, within one month from the close or expiration of each year of the Company, to cause to be published in the French and English languages, and for the term of at least one month, a full statement, under oath, of the business of the Company, which statement shall contain: First—The amount of premium received during the year, specifying what amount was received for life insurance, for insurance against accidents, what amount for fire, what on maritime policies, and what on river policies. Second—The amount of losses incurred during the year, specifying and designating what amount of losses have been incurred under the different kinds of policies aforesaid. Third—The amount of capital, stating the portion of the same invested in securities and the nature of the securities.

TWENTY-SIXTH.

That no stockholder shall ever be held liable or responsible for the contracts or faults of said Company in any further sum than the unpaid balance due to the Company on the shares owned by him.

TWENTY-SEVENTH.

This act of incorporation may be modified, altered or amended, or the said Company dissolved, at a general meeting of the stockholders, to be convened for that purpose after thirty days notice in the French and English languages, as aforesaid, and with the assent of the Board of Directors; but no such alteration, amendment, or dissolution shall be recorded and published according to law.

TWENTY-EIGHTH.

The names and respective interests of the parties to this act are hereby declared to be as follows, viz:—

Names.	No. of shares.	Amount.
J. A. Mattison,	1,000	$100,000
Chs. H. Walker,	250	25,000
John McGinnis, Jr.,	250	25,000
Edward Rigney,	250	25,000
R. E. Goodell,	250	25,000
A. B. Safford,	200	20,000
Lamb, Quinlin & Co.,	200	20,000
George W. Manson,	100	10,000
Samuel Boyd,	100	10,000
H. D. McGinnis,	100	10,000
Thomas M. Simmons,	100	10,000
C. A. Eager,	100	10,000
Henry H. Stanley,	100	10,000
H. A. Wheelock,	100	10,000
Wm. P. Kellogg,	100	10,000
B. L. Mann & Co.,	100	10,000
James Byrnes,	100	10,000
Stanard & Slayback,	100	10,000
Cohen M. Soria,	50	5,000
Wm. Cunningham,	50	5,000
H. M. Soria,	50	5,000
N. H. Thomas,	50	5,000
	3750	$375,000

Thus done and passed in the City of New Orleans, the day, month and year aforesaid, in the presence of Adolphe Lesne and Lewis C. Woodville, witnesses, who hereunto sign their names with said parties and me notary.

The original is signed:

Geo. W. Manson, C. A. Eager, Edwd. Rigney, and others.

A. A. Lesne, L. C. Woodville, Edwd. Barnett, notary public.

A true copy from the Original.

EDWD. BARNETT, notary public.

The undersigned, Deputy Recorder of Mortgages for the Parish and City of New Orleans, State of Louisiana, certifies, that the foregoing act of Charter has been this day recorded in the office, in Society B. No. 6, 160 to 162.

New Orleans, May 1st, 1866.

CHAS. E. LENES, Deputy Recorder.

JUDICIAL SALES.

Citizens' Bank of Louisiana vs. Charles Black

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 15,351.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans in the above entitled cause I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street between Canal and Customhouse streets in the Second District of this city, on SATURDAY, the 21st day of July 1866, at 12 o'clock, m., the following described property, viz:

1. FOUR CERTAIN LOTS OF GROUND together with all the buildings and improvements thereon, rights, privileges, servitudes, ways and appurtenances thereunto belonging, or in any wise appertaining, situated in the Suburb Livaudais, parish of Jefferson, in this State, (now the Fourth District of this city) in the square bounded by Rousseau, Division, First and Second streets. The said lots are designated by the Nos. One, Two, Five and Six on a plan drawn by Henry Mosthausen, dated July 6, 1847, deposited in the office of Lucien Hermann, late a notary public in this city. The said lots measure as follows:—Lot No. One forms the corner of Rousseau and First streets, and measures sixty-five feet front on Rousseau street by a depth and front on First street of one hundred and twenty-five feet. Lot No. Two adjoins Lot No. One and measures twenty-nine feet six inches front on Rousseau street by one hundred and twenty feet in depth. Lot No. Five forms the corner of First and Division streets, and measures twenty-one feet five inches front on First street by ninety-five feet in depth and front on Division street. Lot No. Six adjoins No. Five, and measures twenty-nine feet five inches front on First street by ninety-five feet in depth; all American measure.

And 2. One hundred and forty SHARES of one hundred dollars each, of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Being the same property acquired by defendant by purchase from William B. Chrisp, per act passed before William Monaghan, late a Notary Public in this city, on the 17th day of June 1853.

Seized in the above suit.

Terms—1. The purchaser to furnish a stock note for the sum of three thousand one hundred and fifty dollars, ($3,150) payable on the first day of December 1866, fixed or renewable, according to the provisions of the charter of said Bank, and the balance cash.

2. The purchaser to assume all the obligations and responsibilities of a stockholder of the Citizens' Bank of Louisiana, and the stock note to be furnished to be identified with the act of mortgage and pledge from Isaac Bogart in favor of the Citizens' Bank of Louisiana, passed before A. Boudousquié, Notary Public in this city, on the 24th day of October, 1854, and with the Sheriff's deed of sale in this case.

je19 28 jy5 14 21

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans

John Geddes vs. Joseph Kaiser.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS, No. 21,397—By virtue of a writ of seizure and sale directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled cause to Charles Bienvenu, late Sheriff, and by said late sheriff to me transferred, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the twenty-second day of June, 1866, at 12 o'clock, M., the following described property, viz:—

1. A LOT OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the Fourth District of this city, and designated by the No. Thirteen, of square No. Seven, which is bounded by Levee, Eighth, Seventh and Fulton streets, according to the original plan of Faubourg Livaudais; the said lot forms the corner of Levee and Eighth streets, and measures fifty-one feet six inches front on Levee street by a depth and front on Eighth street, of one hundred and fourteen feet, as well as all the improvements upon same property which the defendant purchased from S. Holdsworth and others, by act passed before the late R. Kenney, late a notary public in this city on the 30th May, 1851.

2. TWO LOTS OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the Fourth District, in the square bounded by St. Mary, Fulton, St. Andrew and Annunciation streets, and designated by the Nos. One and Two on a plan drawn by Knell and Werner, architects, on the 26th March, 1849, and deposited in the office of Joseph Kennedy, in the Parish of Jefferson; the said lots measuring each, in American measure, thirty-one feet four inches and five lines front on St. Mary street, by a depth of one hundred and twenty-eight feet ten inches and five lines. Lot No. One forms the corner of St. Mary and Fulton streets and is the same property which the defendant purchased from the heirs of A. T. Conrad, by act passed before H. B. Cenas, late a notary public in this city, on the 22d June 1857.

3. TWO LOTS OF GROUND, with the buildings and improvements thereon, situated in the said Fourth District, in the square bounded by Eighth, Ninth, Levee and Water streets, designated by the Nos. One and Two, on a plan drawn by C. A. Hedin, late Surveyor, on the 14th October 1848 and deposited as plan No. 102 in the office of G. R. Beard, late a notary public in this city; said lots adjoin each other and measure each twenty-six feet six inches and three lines front on Levee street by the following depths, running through from Levee street to Water street, viz. One hundred and ten feet seven inches and two lines on the side line of lot No. One nearest to Eighth street, one hundred and nine feet six inches and seven and a half lines on the line dividing the said lots One and Two, and one hundred and seven feet ten inches and five lines on the side line of lot No. Two nearest to Ninth street, all American measure, being the same property which the defendant purchased from Mrs. Amanda Rouch, by act dated 10th October 1849, passed before said G. R. Beard, late notary.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

may20 jn5 14 22 29

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans.

Citizens' Bank of Louisiana vs. Mrs. Thomas Williams (Sarah Proctor).

FOURTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—No. 17,178—By virtue of a writ of seizure and sale, directed by the Honorable the Fourth District Court of New Orleans, in the above entitled cause to Charles Bienvenu, late Sheriff, and by said late sheriff to me transferred, I will proceed to sell at Public Auction at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the Twenty-ninth day of June, 1866, at 12 o'clock M., the following described property, viz:

1. A CERTAIN LOT OF GROUND situated in the Third District of this City, in the square bounded by Levee, Independence, Casa Calvo and Congress streets designated by the Number Thirty-one, on a plan drawn by A. D'Hemecourt, late surveyor, and measuring thirty-one feet seven inches and four lines front on Independence street by ninety-eight feet nine inches and five lines in depth, together with thirteen shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

2. A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the Third District of this City, in the square above described, and designated by the Number Thirty-two on the said plan of A. D'Hemecourt, measuring thirty-one feet seven inches and four lines front on Congress street by ninety-eight feet nine inches and five lines in depth, together with thirteen shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

3. A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the Third District of this City, in the square above described, and designated by the Number Thirty-three on the said plan of A. D'Hemecourt, measuring thirty-one feet seven inches and three lines front on Congress street by ninety-eight feet nine inches and five lines in depth, and forming the corner of Congress and Casa Calvo streets; together with fifteen shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana secured by mortgage on said property.

4. A CERTAIN LOT OF GROUND, situated in the Third District of this City, in the square above described, and designated by the Number Thirty-four on the said plan of A. D'Hemecourt, forming the corner of Independence and Casa Calvo streets, and measuring thirty-one feet seven inches and three lines front on Casa Calvo street, by ninety-eight feet nine inches and five lines in depth, between parallel lines. Together with fifteen shares of the capital stock of the Citizens' Bank of Louisiana, secured by mortgage on said property.

Together with all the buildings and improvements on the above described lots of ground.

Seized in the above suit.

Terms and Conditions—The purchaser to furnish a Stock note for the sum of Two hundred and Sixty Dollars ($260) payable on the first day of May, 1867, fixed or renewable according to the provisions of the Charter of said Bank and secured by mortgage on lot No. Thirty-one above described.

2. A stock note for the sum of Two hundred and Eighty Dollars ($280) payable on the first day of May, 1867, fixed or renewable according to the provisions of the Charter of said Bank and secured by mortgage on lot No. Thirty-two above described.

3. A stock note for the sum of Three hundred and Forty ($340) payable on the first day of May, 1867, fixed or renewable according to the provisions of the Charter of said Bank and secured by mortgage on lot No. Thirty-three above described.

4. And a stock note for the sum of Three hundred and Twenty ($320) payable on the first day of May 1867, fixed or renewable according to the provisions of the Charter of said Bank, and secured by mortgage on lot No. Thirty-four, above described.

And the balance of the price of adjudication cash on the spot. The purchaser to assume all the obligations and responsibilities of a stockholder, and the said stock notes so furnished to be identified with the act of mortgage passed by Mrs. Sarah Proctor in favor of the Citizens' Bank of Louisiana, passed before Charles Boudousquié, late a notary public in this city, on the 16th day of March, 1849, and with the Sheriff's deed of sale in this case.

may 25 jn 5 14 22 29

HARRY T. HAYS, Sheriff of the Parish of Orleans

Clara Bordelon et als. vs. Clorinde Delahoussaye.

STATE OF LOUISIANA—PARISH OF ST. BERNARD—No. 421—By virtue of an order of sale to me directed by the Honorable the Second Judicial District Court in and for the Parish of St. Bernard, dated the 22d May, 1866, I will expose at public auction on the premises, on SATURDAY, the 7th day of July, 1866, at 11 o'clock, A. M., the following described property, to wit:

THAT CERTAIN TRACT OF LAND situated in the Parish of St. Bernard, on the left bank of the Mississippi river, at about two miles below the city of New Orleans, measuring one arpent and a quarter front on said river by forty arpents in depth bounded above by the property of Origene D'Orville and below by the property of Charles Cavaroc. Together with the buildings and improvements thereon, consisting of a large, fine and new two story frame house, well fitted for a country residence, in good order and repair, and also negro cabins and out-houses.

A large lot of HOUSEHOLD FURNITURE consisting of rosewood and Mahogany Bedsteads, Armoirs, Tables, Sideboards, Chairs, Settees, French Mirrors, Clocks, Candelabras, Carpets & &c. &c.

A large and valuable quantity of PERSONAL EFFECTS, Diamonds, Earrings, Brooches, Watches, and other Jewelries.

Implements of husbandry, such as Ploughs, Carts, &c., &c.

On the following terms and conditions, to wit:

One-third cash, and the balance at one and two years' credit. The purchaser or purchasers giving his or their notes corresponding in amount with the portions coming to each heir, and said note to be made payable and conditioned, to bear eight per cent. per annum interest from their respective maturities. The property to remain specially mortgaged and hypothecated and vendors' privilege retained in favor of the heirs until full and entire payment of the notes and interest.

And for the movable property above described, cash on the spot, in United States Treasury notes.

Sheriff's office, Parish St. Bernard, May 29th 1866.

jn5 15 26 jy5 7 ANTOINE CHALAIRE, Sheriff

United States of America.

CIRCUIT COURT OF THE UNITED STATES for the Sixth Judicial Circuit and Eastern District of Louisiana.—The United States of America, To all whom these presents shall come—greeting:

Whereas, J. U. Lavillebeuvre and A. Merle D'Aubigne having purchased at a sale made by the Marshal of the United States for the Eastern District of Louisiana the property hereinafter described, has applied to the Clerk of this Court, in whose office the deed of sale was recorded on the 6th day of April, A. D. 1865, for a Monition or Advertisement, in conformity to an Act of the Legislature of the State of Louisiana, entitled "An Act relative to monitions and mode of proceeding," approved the fifteenth day of March 1855.

Now, therefore, know ye, and all persons interested herein are hereby cited and admonished, in the name of the United States and in conformity to the act of the Legislature of the State of Louisiana, as above cited, who can set up any right, title or claim in and to the property hereinafter described, in consequence of any informality in the order, decree or judgment of any Court under which the sale was made, or for any irregularity or illegality in the appraisements and advertisements, in time, or manner of sale, or for any other defect whatsoever, to show cause, within thirty days from the day this monition is first inserted in the public papers, why the sale so made should not be confirmed and homologated.

The said property was sold by the Marshal of the District aforesaid, on the 28th day of March A. D. 1863, by virtue of a pluries writ of seizure and sale issued by this Court, on the 14th day of February, A. D. 1863, in suit entitled, A. Merle D'Aubigne by his agent J. U. Lavillebeuvre vs. J. J. Person, No. 2,800 of the Docket of this Court, at which sale J. U. Lavillebeuvre and A. Merle D'Aubigne became the purchasers for the price of $[illegible].

Description of the property, as given in the Judicial Conveyance, viz:

1. FOUR CERTAIN LOTS OF GROUND situated in the Fourth District of this city, in the square bounded by Camp, Delord, Poytarre and Magazine streets, designated as Lots Nos. 1, 4, 5, 8, on a plan drawn by E. Gottini, on the 25th April 1851, deposited in the office of S. Magner, notary public, as plan No. 5, which lots measure, American measure, as follows, viz: Lot No. 1 forms the corner of Camp and Delord streets, and has 25 feet 4 inch front on Delord street, by a depth of 100 feet and some inches on Camp street, with the use of an alley 3 feet wide, opening on Camp street, common to said lot and Lot No. 2. Lots Nos. 4, 5 and 8 adjoin each other and measure each 23 feet 4 inches and 6 lines front on Camp street, by a depth of 120 feet between parallel lines, acquired by said J. J. Person by purchase from the estates of the late Dominique Francois Burthe and his wife, per act passed before S. Magner, notary public, on the 29th May, 1856.

2. TWO CERTAIN LOTS OF GROUND situated in the same square, and designated as Lots Nos. 12 and 13, on a plan of E. Gottini, dated 25th March, 1849, annexed to an act passed before A. Chiapella, late notary public, on the 19th of May 1849. Said lots measure, American measure, as follows, viz: Lot No. 12, 25 feet front on Poytarre street, by 79 feet 4 inches and 1 line deep; and lot No. 13, 27 feet front on Poytarre street, by 125 feet 3 inches and 2 lines in depth, acquired by said Person from Leonce Burthe by act before S. Magner, notary public, on the 29th May, 1856.

Together with all and singular the buildings and improvements thereon, and appurtenances thereto and all the rights titles and interests of said J. J. Person in and to the above lots of ground and buildings and improvements.

Clerk's office, New Orleans, 8th June, 1866.

CHAS. CLAIBORNE, Clerk.

je10 11 18 20 jy3

The Mechanics' and Agricultural
FAIR ASSOCIATION OF LOUISIANA.

AT a special meeting of the Board of Directors, held at the Mechanics' Institute on the 13th instant, it was unanimously resolved that the first Grand Fair of this Association shall be held at the Fair Grounds, city of New Orleans, commencing on the TWENTIETH OF NOVEMBER ensuing.

Inventors, manufacturers, agriculturists, stock-raisers and others, from any portion of the United States, desirous of being represented in this Industrial Exhibition, are earnestly solicited to address the Secretary of the Association.

LUTHER HOMES, Secretary.
I. N. MARKS, President.

C. H. SLOCOMB, Chairman of the Committee on Fair Grounds.

my15 Satu&un-tf

NOTICE
TO STATE TAX PAYERS.

ALL persons owing the State of Louisiana the Tax for 1865 and the License for 1866, are hereby notified that said Tax and License must be paid at the office of the undersigned, from 9 o'clock A. M. to 3 P. M.

L. E. LEMARIE,
State Tax Collector for the Second District.
Office—St. Peter street, No. 3, Pontalba Buildings.
jn20